Nations Unies

S/PV.7347



Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

Provisoire

7347e séance

Jeudi 18 décembre 2014, à 10 h 10

New York

Président :	M. Mahamat	(Tchad)
Membres :	Argentine	M. Oyarzábal
	Australie	M. Quinlan
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M. Liu Jieyi
	États-Unis d'Amérique	Mme Power
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Lamek
	Jordanie	Mme Kawar
	Lituanie	Mme Murmokaitė
	Luxembourg	Mme Lucas
	Nigéria	Mme Ogwu
	République de Corée	M. Paik Ji-ah
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Mark Lyall Grant
	Rwanda	M. Sana

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/876)

14-70248 (F)





La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/876)

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Inde, de l'Italie, du Japon, du Pakistan, de la République islamique d'Iran, de la Slovaquie, de la Suède et de la Turquie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Nicholas Haysom, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2014/876, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à M. Haysom.

M. Haysom (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord, au nom des organismes des Nations Unies présents en Afghanistan, présenter les plus sincères condoléances au peuple pakistanais, qui a subi, il y deux jours, une cruelle tragédie nationale. Rien au monde ne peut justifier une attaque commise contre des écoliers.

Lors de la dernière séance d'information du Conseil de sécurité (S/PV.7267), les résultats des élections n'avaient pas encore été annoncés et le pays traversait une longue crise politique. J'ai le plaisir d'annoncer que des progrès considérables ont été accomplis depuis lors. Un accord politique a été signé, les vainqueurs de l'élection présidentielle et des élections aux conseils provinciaux ont été annoncés et le Gouvernement s'est engagé à lancer un programme ambitieux de réforme de la gouvernance.

Le caractère pacifique de la transition politique est particulièrement encourageant pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Malgré la prolongation du processus électoral et les difficultés rencontrées, l'équipe dirigeante bénéficie d'une légitimité, d'un nouveau mandat et d'un large soutien. Il nous faut féliciter le Président Ashraf Ghani et le chef de l'exécutif, Abdullah Abdullah, de leur engagement sans faille à assurer le succès de l'accord d'unité nationale. En déclarant leur attachement au partenariat qu'ils ont noué, ils ont indiqué qu'il s'agissait d'un partenariat qu'ils avaient choisi et non pas d'un partenariat qui leur avait été imposé. Leur souci du bien commun et les engagements clairs qu'ils ont pris en faveur des réformes, de la lutte contre la corruption et d'une croissance économique durable ont suscité un regain d'espoir et des attentes palpables au sein du peuple afghan.

L'accord politique a été négocié à l'issue d'un audit sans précédent de tous les bulletins de vote. L'objectif était que cet exercice difficile, qui n'est pas sans défauts, soit exhaustif, approfondi, indépendant et transparent. Réalisé conformément aux meilleures pratiques internationales, le processus, si imparfait fût-il, n'était ni partial ni arbitraire et a posé les fondements des négociations de l'accord politique qui ont suivi.

La MANUA reste convaincue qu'un gouvernement d'union nationale est le meilleur moyen d'aller de l'avant. L'accord entre les deux candidats a mis fin à une crise politique qui, si elle n'avait pas été résolue, aurait, dans le meilleur des cas, laissé le pays divisé et, dans le pire des cas, pu rallumer les cycles antérieurs de conflits. Le Président Ashraf Ghani et le chef de l'exécutif, Adbullah Abdullah, ont compris que ce moment appelait la sagesse politique et non des stratagèmes, et ils ont eux-mêmes laissé entendre qu'ils se trouvaient devant une alternative : nager ensemble ou couler séparément. J'exhorte néanmoins les dirigeants politiques à achever la procédure de désignation et d'approbation des hauts responsables du Gouvernement. Un cabinet politiquement représentatif, mais reposant sur le mérite, peut renforcer la confiance de la population quant à l'intention du Gouvernement de tenir ses promesses électorales. Cela démontrera que les accords

relatifs au Gouvernement d'union nationale peuvent fonctionner et indiquera que le nouveau Gouvernement est prêt à gouverner.

Avant la conférence de Londres sur l'Afghanistan, nombre d'acteurs de la communauté internationale se demandaient à quelle aune se mesurerait le succès'. Il était largement admis qu'il faudrait de la part du Gouvernement un engagement clair à entreprendre des réformes essentielles ainsi qu'une réaffirmation par la communauté internationale de son attachement indéfectible à l'Afghanistan. Il m'est agréable d'annoncer que ces deux objectifs ont été satisfaits.

Le document du Gouvernement, intitulé « Atteinte de l'autonomie – adhésion à la réforme et à un nouveau partenariat », définit un programme de réformes mûrement réfléchi, audacieux et fort nécessaire. L'accent que le document met sur la responsabilité publique, la transparence et les droits de l'homme reflète nombre de priorités que la société civile afghane appelle de ses vœux depuis longtemps. Afin de maintenir la dynamique créée par la conférence de Londres, le Gouvernement afghan devra prendre des mesures pour surmonter ses difficultés budgétaires actuelles. En raison d'une nouvelle chute des recettes fiscales, la situation budgétaire semble plus grave que celle présentée dans les débats politiques de Londres. L'aide d'urgence fournie par les donateurs en novembre a aidé le Gouvernement à couvrir ses principales dépenses jusqu'à décembre. Cependant, le problème fondamental n'a pas été résolu. D'importants arriérés devront être reportés sur le prochain budget, ce qui n'est pas viable et risque de faire dérailler le programme de développement du Gouvernement et d'entraver le retour du pays à la stabilité.

La communauté internationale doit collaborer avec le Gouvernement afghan pour élaborer des mesures concrètes afin que le programme de réformes soit mis en œuvre à temps avant la prochaine réunion des hauts responsables faisant suite à la conférence de Londres. La nouvelle administration s'est engagée à entreprendre les réformes juridiques, institutionnelles et politiques qui sont nécessaires pour préserver les acquis obtenus de haute lutte dans le domaine des droits de la femme au cours des 12 dernières années. La MANUA continuera d'insister sur le fait que la défense et la promotion des droits de la femme est une étape essentielle de la route qui mène à la paix et au développement. À cette fin, je me félicite de l'engagement pris par le Président Ghani de nommer un nombre important de femmes à des postes de haut niveau au sein du Gouvernement. Les premières mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la corruption doivent également être saluées. Elles sont le signe de la volonté du Gouvernement d'union nationale de mettre fin à l'impunité pour ceux qui se sont emparés des ressources du pays. Ces efforts devront être conjugués à des mesures visant à réduire les effets socialement et politiquement corrosifs qu'exerce la croissance de l'économie illicite et du commerce des stupéfiants. Je laisse au Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov, le soin d'en dire plus à ce sujet.

Comme en témoignent les récents engagements régionaux pris par le Président, le nouveau Gouvernement reconnaît l'importance de renforcer ses relations avec ses voisins. L'Afghanistan, en raison de sa situation géographique, a un rôle important à jouer dans la croissance et la stabilité de la région. Le pays peut servir de voie de passage entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud. La MANUA essaiera de faire comprendre aux voisins septentrionaux de l'Afghanistan que leurs problèmes de sécurité seront mieux pris en compte s'ils établissent des contacts et des échanges commerciaux avec l'Afghanistan que s'ils durcissent leurs frontières.

Nous sommes persuadés que les récents accords passés avec l'Azerbaïdjan, la Chine, le Pakistan et la Turquie, ainsi que l'expansion des réseaux régionaux d'énergie et de transport, peuvent conduire à l'intensification des échanges et de la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins. Et cela permettra d'étayer la création d'emplois et d'augmenter les rentrées gouvernementales, pour finalement déboucher sur une plus grande stabilité. La mise en place de telles conditions n'est pas un acte de charité, il y va l'intérêt de tous les voisins de l'Afghanistan. La récente Déclaration de Beijing sur l'Afghanistan officialise l'appui de la région à une réconciliation rapide menée par les Afghans. Cela revient à reconnaître que l'appui des acteurs régionaux est indispensable à tout processus de paix. Il convient de se féliciter de la réaffirmation de l'engagement de la Chine à cet égard. La visite du Président Ghani au Pakistan, qui a été suivie par un échange de visites de hauts fonctionnaires entre Kaboul et Islamabad, a ouvert la voie à un dialogue plus productif et davantage tourné vers l'avenir, et pourrait jeter les bases d'une coopération plus étroite entre les deux pays.

La stabilité et la prospérité sont tout simplement inaccessibles sans l'instauration d'une paix durable. En définitive, la solution au conflit afghan est politique

plutôt que militaire. Le Président Ghani lui-même l'a fait savoir très clairement, et a invité ceux qui s'opposent au Gouvernement à prendre part à un dialogue interafghan en vue de résoudre le conflit. Il faut saluer cet engagement à un dialogue direct entre le Gouvernement et l'opposition armée par l'intermédiaire d'un processus de paix dirigé par les Afghans. La MANUA est disposée à appuyer les processus politique et de réconciliation dirigés et pris en main par les Afghans, et encouragera toutes les parties en présence à les étayer, en pleine concertation avec le Gouvernement.

La nécessité de trouver une solution pacifique au conflit est mise en évidence par l'effroyable coût humain que doit payer la population afghane. Au 30 novembre, la MANUA avait déjà enregistré pour cette année plus de morts et de blessés parmi les civils que pour toute autre année depuis 2008. Les pertes civiles ont dans l'ensemble augmenté de 19 % par rapport à l'an dernier, le taux atteignant 33 % pour ce qui est des enfants. Ces victimes sont pour la plupart dues à des affrontements au sol entre les parties au conflit, à des engins explosifs improvisés, et à des attentats-suicides et autres attaques complexes perpétrés par les forces antigouvernementales.

Le fait que des marchés, des démineurs chargés d'enlever les munitions non explosées et divers événements sportifs et culturels soient de plus en plus pris pour cible témoigne d'un changement d'approche de la part des éléments antigouvernementaux. À titre d'exemple, l'attentat-suicide commis le 23 novembre au beau milieu d'une grande foule assistant à un match de volley-ball dans la province de Paktika a tué au moins 53 civils, dont 21 enfants. Alors que les forces de sécurité afghanes assument un rôle de chef de file dans la protection de la population civile, les forces internationales doivent rester aux côtés des Forces nationales de sécurité afghanes pour atténuer les effets dévastateurs des conflits sur les civils. Je tiens à indiquer que la MANUA continue de sensibiliser les Taliban à la question cruciale de la responsabilité des pertes civiles, et aux moyens de les éviter.

Avec l'achèvement de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), je voudrais saluer la contribution de tous les États Membres qui y ont participé, et rendre hommage à ceux qui ont fait le sacrifice ultime pour qu'un Afghanistan pacifique et souverain voie le jour. Le Gouvernement assume désormais l'entière responsabilité de la sécurité du pays. Les Forces nationales de sécurité afghanes affrontent les défis lancés par l'insurrection avec détermination et courage, bien qu'au prix d'un lourd tribut. À cet égard, la décision conjointe prise par l'OTAN et par le Gouvernement afghan de lancer la mission Soutien résolu à compter du 1er janvier 2015, et la résolution du Conseil votée à l'appui de cette mission sont d'une importance vitale. Une aide internationale à la sécurité soutenue et prévisible est indispensable. La récente augmentation du nombre d'incidents de sécurité est préoccupante. Il est trop tôt pour déterminer si cette hausse est planifiée pour coïncider avec le retrait des forces militaires internationales, ou bien s'il s'agit de la « nouvelle normalité ». La MANUA elle-même est en train de revoir ses mesures de sécurité, mais ne réduit nullement ses activités.

Lorsqu'ils ont voté en si grand nombre aux élections présidentielle et provinciales, les Afghans ont agi selon leur conviction que des élections leur offriraient un avenir meilleur. Cependant, l'impasse politique qui s'est ensuivie en a laissé beaucoup dans le doute quant à la valeur du processus démocratique. Il incombe donc au Gouvernement de convaincre l'électorat afghan que des réformes adoptées en bonne et due forme permettront de réduire la fraude électorale. L'une des premières étapes sera pour le Gouvernement de fixer avec certitude le calendrier électoral en annonçant des dates réalistes pour la tenue des élections parlementaires et aux conseils de district. Nous notons que l'accord politique signé entre les deux parties prévoit une réforme électorale complète avant la tenue des élections à la Wolesi Jirga et aux conseils de district, envisagée pour 2015. Nous encourageons vivement le Gouvernement à saisir l'occasion qui lui est offerte par ce processus de réforme pour ouvrir un dialogue transparent et consultatif avec les Afghans afin d'améliorer leur confiance dans les institutions électorales.

Je tiens à remercier mon prédécesseur, le Représentant spécial du Secrétaire général Ján Kubiš, pour son leadership à la tête de la MANUA au cours d'une période de transition extrêmement difficile. Il a laissé derrière lui une mission fortement appréciée par la population afghane. Ces 13 dernières années, la communauté internationale a apporté un soutien sans précédent – à la fois militaire, financier et politique – à l'Afghanistan. Une fois que les transitions sur les plans politique et sécuritaire seront achevées, les moyens et les formes de soutien vont nécessairement évoluer et changer, en particulier lorsque le Conseil réexaminera le mandat de la MANUA l'année prochaine. Ce qui ne

changera pas, cependant, c’est l’objectif commun de faire de l’Afghanistan un pays pacifique, souverain et de plus en plus prospère.

Le Président : Je remercie M. Haysom de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Yury Fedotov.

M. Fedotov (*parle en anglais*) : Je voudrais à mon tour commencer par adresser mes condoléances les plus sincères au Gouvernement et au peuple pakistanais. Nous sommes profondément choqués par l’horrible attentat terroriste qui a visé une école de Peshawar et entraîné la mort de tant d’innocents, notamment des enfants. L’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) demeure déterminé à aider le Gouvernement pakistanais dans ses efforts visant à promouvoir la paix et la sécurité. Le Pakistan est un partenaire majeur de l’ONUDC dans la région pour relever les défis de la drogue et de la criminalité.

Cette période de transition a eu des répercussions évidentes sur les efforts de lutte contre la drogue en Afghanistan. La nouvelle équipe dirigeante et la communauté internationale font face à des défis considérables dus aux drogues illicites. Néanmoins, la transition est aussi l’occasion d’évaluer les stratégies de lutte contre la drogue, et de faire en sorte que nos réponses soient fermes et efficaces. Depuis la dernière fois que je me suis adressé au Conseil en juin, l’ONUDC a publié le mois dernier l’Enquête de 2014 sur la production d’opium en Afghanistan. Le rapport confirme malheureusement les tendances négatives d’une hausse incessante de la culture et de la production du pavot. La superficie totale cultivée est estimée à 224 000 hectares en 2014, soit une augmentation de 7 % par rapport au niveau record de l’an dernier. L’éradication de la culture du pavot a reculé, tombant de 7 348 hectares en 2013 à 2 692 hectares en 2014. En conséquence, la production a grimpé de près de 17 % pour atteindre 6 400 tonnes. La production moyenne d’opium a progressé de 9 %.

Je vais m’arrêter ici de citer les chiffres et les pourcentages, car ils figurent dans le rapport du Secrétaire général dont nous sommes saisis (S/2014/876).

Globalement, l’économie illicite de l’opium et la criminalité, le blanchiment d’argent et la corruption qui l’accompagnent continuent de menacer la sécurité, le développement socioéconomique, la gouvernance et la santé en Afghanistan, dans la région et au-delà. Le Conseil de sécurité a pris acte de cette situation à maintes reprises, notamment dans la déclaration présidentielle adoptée en juin (S/PRST/2014/12). La question continue de se poser : que pouvons-nous faire pour empêcher les drogues illicites d’éroder les progrès déjà fragiles, de mettre en danger l’avenir de l’Afghanistan, et de nuire au monde entier?

En tout premier lieu, les enseignements de la décennie écoulée montrent avec force que la lutte contre les stupéfiants doit être pleinement intégrée dans les stratégies de développement et de sécurité, et mise en œuvre dans le cadre d’une assistance unifiée. Nous devons faire davantage pour garantir que les mesures prises pour affaiblir la mainmise sur le pays des drogues et de la criminalité vont de concert avec les efforts visant à consolider l’économie licite. L’importance d’intégrer les initiatives de lutte contre les stupéfiants est réaffirmée dans la résolution 2145 (2014) du Conseil de sécurité. Elle est également reflétée dans la poursuite des débats autour du programme de développement pour l’après-2015, ainsi que dans les préparatifs de la session extraordinaire de l’Assemblée générale de l’ONU, en 2016, qui sera consacrée au problème de la drogue.

Nos interventions doivent porter sur le long terme et être assorties des ressources appropriées, et nous ne devons pas permettre qu’elles soient victimes du service d’intérêts particuliers, ou d’approches fragmentées qui ne sauraient donner des résultats durables.

J’étais à Kaboul en novembre pour y rencontrer le Président Ashraf Ghani et le chef de l’exécutif, M. Abdullah Abdullah. Au cours de nos entretiens, trois priorités ont été identifiées pour maîtriser en totalité le trafic des drogues, lesquelles pourront guider notre marche : premièrement, permettre un développement alternatif dans le cadre d’un effort plus large, plus complet et, je dirais, plus ambitieux pour moderniser le secteur agricole; deuxièmement, améliorer la prévention, le traitement, les soins et les services de désintoxication; et, troisièmement, lutter contre la criminalité organisée et le trafic de drogues en renforçant la coopération régionale et interrégionale.

Je commencerai avec le premier point. Les cultivateurs doivent disposer de moyens de subsistance licites qui puissent se substituer durablement à la culture de l’opium. Comme le montre l’expérience d’autres pays confrontés aux difficultés soulevées par la culture et la production de drogues, l’éradication peut être couronnée de succès si elle est pleinement appuyée par des programmes de développement alternatif constructifs. Pour réduire la vulnérabilité des cultivateurs et des

communautés, il faut aussi régler la question de l'accès à l'irrigation et aux marchés locaux, ainsi que celle de l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Le Rapport mondial sur les drogues de 2015, publié par l'UNODC, contiendra un chapitre thématique spécial consacré à l'analyse des données disponibles sur la mise en œuvre de programmes de développement alternatif, qui peuvent également aider à orienter les efforts.

L'opium afghan représente 80 % de la production mondiale. Les effets dévastateurs que les drogues illicites ont eus sur la santé et les communautés de nombreux pays sont bien connus. Mais l'Afghanistan paie lui aussi un terrible tribut. La consommation d'opiacés en Afghanistan compte parmi les plus élevées au monde.

Il est de plus en plus reconnu qu'une approche équilibrée du problème de la drogue dans le monde doit viser à réduire la demande, ainsi que fournir des services de prévention et de traitement, notamment concernant le VIH, sur la base des connaissances scientifiques et du respect des droits de l'homme. Soutenir et développer ces services doit également être prioritaire dans les efforts de lutte contre les stupéfiants en Afghanistan. L'UNODC met au point et teste actuellement de nouveaux programmes de prévention de la drogue et des services de traitement à l'intention des enfants qui ont été exposés aux drogues à un jeune âge.

Le partage des responsabilités est le principe directeur de l'appui et de l'implication de la communauté internationale en Afghanistan. L'importance de la coopération régionale a été réaffirmée par le Conseil de sécurité. Néanmoins, nous devons faire davantage pour veiller à ce que cette responsabilité partagée devienne plus opérationnelle de manière à maîtriser les réseaux de trafic de drogues. Nous devons renforcer l'action menée en coopération contre la corruption et le blanchiment d'argent, consolider la gouvernance et promouvoir l'efficacité des interventions de justice pénale pour mettre un terme à l'impunité.

L'UNODC appuie également les efforts déployés par l'Afghanistan pour se rapprocher de ses voisins et de la région tout entière. Grâce à une approche à trois étages – national, régional et mondial –, l'UNODC aide à tisser une trame composée des institutions transfrontalières de maintien de l'ordre, de la coopération sur les questions pénales et des interventions en matière de prévention des drogues, sur la base d'enquêtes approfondies portant sur les tendances du commerce des opiacés. Cette approche interrégionale met en relation l'Asie centrale et de l'Ouest, l'Europe du Sud-Est, la région du Golfe et l'Afrique de l'Est – autant de régions touchées par le trafic illicite des opiacés et des précurseurs chimiques en provenance et à destination de l'Afghanistan.

L'initiative « réseautage des réseaux » de l'UNODC a facilité plusieurs opérations conjointes de lutte contre la drogue menées par les services de renseignement, opérations qui sont actuellement en cours. Nous travaillons également avec plusieurs pays par le biais du Programme de lutte contre la criminalité maritime afin de combattre le problème croissant du trafic d'héroïne au large des côtes de l'océan Indien, dit Route du Sud. Le Programme mondial de contrôle des conteneurs, qui s'est avéré extrêmement efficace s'agissant de contrer toutes les formes de trafic, va désormais au-delà des ports maritimes et des ports secs pour renforcer les capacités aéroportuaires, à commencer par l'aéroport de Karachi, au Pakistan.

L'importance d'une coordination plus poussée s'applique également aux efforts déployés par le système des Nations Unies. Le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement relatif à l'Afghanistan pour la période 2015-2019 constitue une plateforme solide sur laquelle ancrer l'intervention conjointe de l'ONU, notamment pour lutter contre les stupéfiants. Des actions concertées aident par ailleurs à garantir une utilisation efficiente des ressources financières disponibles et de l'aide internationale.

Le Président Ghani, à la récente Conférence de Londres, a affirmé que l'Afghanistan était prêt à surmonter le passé et à « faire face à l'avenir dans une pleine unité et avec confiance ». Nous devons appuyer l'Afghanistan dans cette tâche gigantesque et entamer cette décennie de la transformation avec courage et détermination.

Le Président : Je remercie M. Fedotov de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Tanin (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je voudrais féliciter la République du Tchad de sa direction des travaux du Conseil de sécurité ce mois, et d'avoir convoqué le présent débat. Je remercie le Secrétaire général de son rapport complet sur la situation en Afghanistan (S/2014/876). Je remercie également de sa déclaration M. Haysom, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission

d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et le félicite de sa nomination récente. Ma gratitude va également à M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), que je remercie de sa présence parmi nous aujourd'hui et de son exposé. Je voudrais enfin profiter de cette occasion pour rendre hommage à l'Ambassadeur Quinlan et à la Mission permanente de l'Australie, qui ont appuyé mon pays et déployé de grands efforts en tant que rédacteur du Conseil pour les questions concernant l'Afghanistan au cours des deux dernières années.

La mission internationale de combat militaire en Afghanistan, autorisée au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies il y a 13 ans, au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, prendra officiellement fin dans 14 jours. Il y a quelques jours à peine, le Conseil a adopté la résolution 2189 (2014), qui réaffirme que le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) arrive à son terme et qui annonce la mission Soutien résolu, laquelle visera à former, conseiller et aider les Forces nationales de sécurité afghanes sur la base d'accords passés entre la République islamique d'Afghanistan, l'OTAN et les États-Unis. Il s'agit là d'une étape historique sur la voie d'un nouveau départ en Afghanistan, et d'un symbole fort de la transition du pays vers un nouveau chapitre de ses relations avec la communauté internationale.

Cet accomplissement monumental survient aussitôt après un autre moment significatif dans l'histoire de l'Afghanistan, et une autre grande victoire dans le calendrier de transition : l'élection présidentielle. Malgré sa complexité et ses difficultés, cette élection a été couronnée par la première passation de pouvoir pacifique d'un dirigeant élu à un autre. Le fait que les dirigeants de l'Afghanistan ont accepté de faire passer le bel avenir du pays avant les divisions politiques et de forger un Gouvernement d'union nationale a favorisé un climat d'espoir, d'ouverture et de consensus politique et consolidé les bases d'une paix et d'une prospérité durables en Afghanistan.

Alors que le peuple et les dirigeants afghans ne doutent pas que le pays se dirige dans une bonne direction, les problèmes auxquels l'Afghanistan doit faire face sont considérables. L'insécurité reste le principal obstacle à la réalisation de progrès dans tout le pays. Ces derniers mois, des terroristes et des groupes d'insurgés ont intensifié les attaques pour tenter de saper la confiance nationale placée dans le nouveau Gouvernement et d'intimider le peuple afghan. Tandis qu'ils commettent des actes de violence et des atrocités contre des hommes, des femmes et des enfants innocents, les groupes armés extrémistes devraient savoir que les courageuses forces de sécurité afghanes sont prêtes à combattre pour l'avenir de la démocratie, de la paix et de la sécurité afghane. Leur capacité d'adaptation, en particulier durant la période électorale et tout au long de l'année dernière, démontre leur détermination à protéger la vie des Afghans et l'avenir du pays.

Dans les mois et les années à venir, l'appui soutenu de la communauté internationale, y compris dans le cadre du partenariat durable entre l'OTAN et l'Afghanistan et de la mission « Soutien résolu » et des engagements pris à la Conférence de Bonn, aux sommets de Chicago, de Lisbonne et du pays de Galles, et la récente réunion ministérielle de l'OTAN tenue à Bruxelles, demeurera essentiel pour renforcer les capacités et les moyens des forces afghanes dans les mois à venir. Dans le même temps, le Gouvernement afghan reconnaît qu'une solution politique est essentielle pour mettre fin à la violence et à la campagne terroriste persistante. À cet effet, un vaste processus de réconciliation avec l'opposition armée fait partie des priorités premières du Gouvernement.

Au moment où l'Afghanistan prend des mesures pour venir à bout des menaces pour la sécurité, le pays doit faire face à des difficultés économiques immédiates, y compris une crise fiscale qui menace. Le processus électoral prolongé a provoqué de l'incertitude et a eu des effets négatifs sur la perception des recettes, la confiance des donateurs et la croissance économique, et il a donc été difficile pour le Gouvernement de mobiliser des recettes suffisantes pour respecter ses priorités en matière de financement. Nous exhortons nos partenaires internationaux à honorer leurs engagements s'agissant de fournir un appui au pays afin que le Gouvernement puisse combler le déficit fiscal déjà ancien et honorer ses promesses en matière de réforme.

Le Gouvernement d'union nationale a élaboré un programme complet de réformes dans le but de s'attaquer aux problèmes immédiats et à long terme auxquels l'Afghanistan doit faire face et de permettre au pays d'avancer vers l'autosuffisance, la croissance durable, la paix et la stabilité. Aujourd'hui, je mettrai l'accent sur quelques aspects essentiels du nouveau programme que l'équipe dirigeante afghane a présenté dans son intégralité aux partenaires internationaux lors de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan tenue au début du mois.

Le premier aspect a trait à la lutte contre la corruption. En reconnaissant les effets corrosifs de la corruption, le Gouvernement afghan a déjà pris des mesures pour s'attaquer à ce fléau endémique et à ses facteurs sous-jacents. Durant les premiers jours de son mandat, le nouveau Gouvernement a rouvert la Banque de Kaboul et a prévu de réformer un certain nombre d'organes de contrôle clefs.

Le deuxième aspect concerne le renforcement de la bonne gouvernance. Le Gouvernement est déterminé à renforcer les institutions démocratiques, à promouvoir l'état de droit, à renforcer les droits de l'homme, en particulier les droits des femmes et des filles, et à engager des réformes globales de la législation et des institutions électorales.

Le troisième aspect concerne la promotion de la stabilité économique et fiscale. L'Afghanistan est déterminé à améliorer la productivité, à mobiliser des recettes nationales et à développer l'investissement du secteur privé, la croissance et les possibilités d'emploi dans l'objectif final de réduire la dépendance de l'Afghanistan à l'égard de l'aide des donateurs et la réalisation d'une viabilité et d'une prospérité à long terme dans le pays. Le marché illicite de la drogue est une grave préoccupation et, à cet égard, le Gouvernement est déterminé à riposter de manière globale pour lutter contre cette menace, en coopération avec nos partenaires régionaux et internationaux.

Le renforcement de la coopération régionale, le quatrième aspect, engagera fermement l'Afghanistan sur la voie de la paix et de la sécurité et favorisera la croissance, la prospérité et la stabilité en Afghanistan et dans l'ensemble de la région. Les visites d'État du Président Ghani en Chine, au Pakistan et en Azerbaïdjan et le fait qu'il a ouvert un dialogue avec d'autres pays de la région, ainsi que sa participation à des réunions régionales clefs – notamment le dix-septième sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale tenu à Katmandou et la quatrième Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, tenue en Chine – indique la priorité que le Gouvernement accorde à l'intégration régionale. Le Gouvernement a également pris des mesures pour multiplier les projets concernant le transit, les échanges commerciaux, l'investissement et l'électricité, notamment le Projet de commerce et d'approvisionnement en hydroélectricité en Asie centrale et en Asie du Sud (CASA-1000) et le projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde, et utiliser l'avantage géographique de l'Afghanistan comme un centre reliant l'Asie centrale, l'Asie du Sud, l'Asie de l'Ouest et l'Asie de l'Est.

Le cinquième aspect a trait au renforcement du partenariat pour le développement. Le Gouvernement afghan est déterminé à honorer ses engagements tels que définis dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. Dans le même temps, il est essentiel que les donateurs réaffirment leurs engagements mutuels concernant les principes de l'efficacité de l'aide, y compris l'importance du renforcement des capacités afghanes, l'affectation d'une part plus élevée du budget à l'aide, et la mise en adéquation des initiatives de développement avec les priorités nationales afghanes. Nous espérons renforcer ces engagements mutuels lors de la réunion de hauts responsables qui doit se tenir en 2015 à Kaboul et de la prochaine réunion ministérielle en 2016.

Le Gouvernement d'union nationale a déjà pris des mesures importantes et positives pour faire avancer son programme de réformes et jeter les bases d'une paix et d'une stabilité durables dans le pays.

Les mesures décisives qu'il a prises dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité, du développement économique et social, des relations régionales et internationales, et des droits de l'homme ainsi que le fait qu'il a réussi à franchir des étapes clefs dans le cadre du processus de transition envoient un message fort au peuple afghan et à la communauté internationale, à savoir que, comme l'a dit le Président Ghani, un Afghanistan prospère est tout à fait à notre portée. Dans le même temps, nous sommes conscients qu'un travail difficile considérable nous attend, y compris la formation d'un nouveau gouvernement basé sur le mérite, ce que les dirigeants afghans ont l'intention de faire dans les prochaines semaines. Pour ce qui est de l'avenir, le Gouvernement est résolu à maintenir l'optimisme du peuple afghan et à construire un bel avenir.

À ce tournant décisif dans l'histoire du pays, le Gouvernement d'union nationale est déterminé à faire fond sur l'enthousiasme du peuple afghan et les bons résultats obtenus ces 13 dernières années pour prendre des mesures audacieuses en vue de progresser vers l'autosuffisance, la paix et la prospérité pour tous les Afghans. Ce faisant, l'appui indéfectible de la communauté internationale est essentiel au succès du programme complet de réformes, aux efforts déployés par le pays pour atteindre les objectifs de la décennie

de la transformation, et à une paix, une stabilité et une prospérité solides dans les années à venir.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine du Tchad.

Nous félicitons M. Nicholas Haysom pour sa nomination comme Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le remercions de son exposé. Nous remercions également M. Yury Fedotov, Directeur général de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour sa présentation.

Le Tchad félicite le Président-élu de l'Afghanistan, S. E. M. Ashraf Ghani Ahmadzai et le Premier Ministre, M. Abdullah Abdullah, pour leur leadership qui a permis de sortir le pays de l'impasse politique post-électorale et les encourage à œuvrer dans cet élan de solidarité afin de relever les défis majeurs de l'Afghanistan. Nous saluons également les efforts inlassables de la communauté internationale, notamment de la MANUA et ceux de la société civile afghane, en particulier les chefs traditionnels et religieux, durant cette phase cruciale de l'histoire de l'Afghanistan.

La situation postélectorale actuelle ne doit pas occulter les défis auxquels ce pays est confronté et qui nécessite l'appui constant de la communauté international, en particulier dans les domaines de la sécurité, humanitaire et de la lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme et l'extrémisme.

Dans ce même esprit, le Tchad prend note des engagements pris par le Président Ghani et de l'appel lancé à toutes les sensibilités politiques, traditionnelles, religieuses et militaires, notamment les Taliban et le Hezb-e-Islami Gulbuddin à l'effet d'adhérer au processus de résolution politique de la crise, pour la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan.

Le Tchad salue aussi la signature des accords de coopération et d'assistance militaire entre l'Afghanistan et les États-Unis d'Amérique d'une part et avec l'OTAN d'autre part, visant à combler le vide que créera le départ de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre.

Nous rendons un vibrant hommage à la FIAS pour le rôle qu'elle a joué au prix d'énormes sacrifices et nous saluons la mémoire des victimes. Le Tchad se félicite des efforts politiques et diplomatiques déployés au niveau régional et international pour la consolidation de la paix et de la sécurité en Afghanistan et encourage la poursuite de ces efforts. Le Tchad considère que le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, est criminel et injustifiable quels qu'en soient les mobiles. Aussi condamne-t-il toutes les violences et tous les actes terroristes perpétrés par les Taliban ou liés à Al-Qaida et à d'autres groupes armés. Ces actes inhumains et cruels constituent des crimes graves contre l'humanité et leurs auteurs doivent être poursuivis et traduits en justice.

Nous restons inquiets suite à la teneur du dernier rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime faisant état de la croissance du trafic de drogues, notamment l'opium et d'autres stupéfiants, dont les conséquences négatives sur la sécurité mondiale sont incalculables. À cet égard, nous réitérons nos encouragements aux États voisins de l'Afghanistan et à la communauté internationale à intensifier leurs efforts en vue d'une plus large coordination dans la lutte transfrontalière contre la drogue et les trafics illicites.

À cet effet, la mise en place de patrouilles mixtes avec les différents pays voisins pourrait contribuer à une meilleure surveillance des frontières communes. Nous sommes préoccupés par la dégradation de la situation humanitaire, surtout les conditions des personnes déplacées, et encourageons la communauté internationale à déployer davantage d'efforts en leur faveur. Nous rappelons également l'appel lancé par le Secrétaire général en vue de l'augmentation de l'assistance humanitaire. Aussi condamnons-nous fermement les attaques des groupes armés contre le personnel humanitaire et les entraves de toute nature empêchant l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire aux personnes nécessiteuses.

Pour conclure, nous rendons hommage au Président sortant, Hamid Karzaï, pour les efforts qu'il a déployés en dotant l'Afghanistan d'une Constitution et en favorisant le transfert démocratique du pouvoir pour la première fois dans l'histoire de ce pays. Nous souhaitons plein succès au Gouvernement actuel. Nous félicitons M. Ján Kubiš, Représentant spécial sortant, pour les efforts inlassables et le courage dont il a fait montre durant son passage à la tête de la MANUA.

Enfin, nous félicitons et encourageons tous les personnels de l'ONU et des agences humanitaires, qui en dépit des conditions difficiles dans lesquelles ils exercent leurs activités en Afghanistan, continuent à

donner le meilleur d'eux-mêmes pour venir en aide au peuple afghan.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

M. Quinlan (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Nicholas Haysom de son premier exposé au Conseil de sécurité en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général et je lui souhaite la bienvenue à l'occasion de son entrée en fonctions. Je remercie également M. Yury Fedotov de son exposé. En outre, je rends hommage au Représentant permanent de l'Afghanistan, M. Zahir Tanin, pour son rôle central et convaincant dans les relations de l'Afghanistan avec la communauté internationale alors que 2014 – l'année de la transition de l'Afghanistan – touche à sa fin. Malgré les nombreux défis auxquels l'Afghanistan est confronté, cette année a été couronnée de succès.

L'Afghanistan dirige désormais les opérations de sécurité sur l'ensemble du territoire national, une élection présidentielle historique a été organisée et des réformes économiques importantes sont en cours. Les millions d'Afghans qui ont participé aux élections cette année – sous la menace de la violence – se sont prononcés fermement en faveur de la démocratie. La formation d'un gouvernement d'union nationale par le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah, est une réalisation historique, qui marque la première passation de pouvoirs démocratique de l'histoire de l'Afghanistan. La nomination des membres d'un cabinet associant toutes les parties sera une première étape importante, et nous attendons du Président Ghani et du chef de l'exécutif, M. Abdullah, qu'ils le fassent dans les meilleurs délais.

En tirant les enseignements de l'élection présidentielle et tel que prévu dans l'accord pour l'établissement d'un gouvernement d'union nationale, nous attendons du Gouvernement qu'il mette en œuvre des réformes électorales profondes avant la tenue des prochaines élections parlementaires et de district. Le Président Ghani a démontré l'engagement de son gouvernement à renforcer les relations au sein de la région. Les pays de la région doivent coopérer plus étroitement et plus sérieusement en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants.

Le transfert des responsabilités en matière de sécurité en Afghanistan s'achèvera à la fin de 2014, avec le départ de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Au cours des 13 dernières années, la FIAS et les Forces nationales de sécurité afghanes ont sensiblement réduit la menace posée par Al-Qaida et ses affiliés. Nous rendons tous hommage aux nombreux hommes et femmes, militaires et civils, qui ont fait le sacrifice de leur vie pour cette cause.

Les Forces de sécurité nationales afghanes assument actuellement l'entière responsabilité de la sécurité dans le pays. Les Forces nationales de sécurité afghanes, qui ont été constituées à partir de rien en 2001, sont désormais des forces professionnelles capables d'assurer la sécurité en Afghanistan, comme en témoigne leur performance pendant les deux tours de la présidentielle. Bien entendu, elles sont confrontées à des défis à cause des forces anti-gouvernementales de plus en plus violentes – qui sont responsables en grande partie de l'augmentation très préoccupante du nombre des victimes civiles.

Alors que l'Afghanistan assume désormais la responsabilité de la sécurité, la communauté internationale maintient son engagement dans ce pays. La Mission « Soutien résolu », menée par l'OTAN, continuera à offrir une formation, des conseils et un appui aux forces de sécurité afghanes. Mon pays, l'Australie, fournira du personnel à la Mission « Soutien résolu »et versera 100 millions de dollars par an pendant la période 2015-2017 pour appuyer les forces de sécurité afghanes. La résolution 2189 (2014), adoptée à l'unanimité par le Conseil vendredi dernier, réaffirme l'appui de la communauté internationale à la transition en Afghanistan et à la Mission « Soutien résolu ».

Depuis la chute des Taliban en 2001, l'Afghanistan a fait des progrès notables en matière de développement. Huit millions d'enfants afghans sont actuellement scolarisés, dont 3 millions de filles. Quarante femmes siègent au Parlement afghan. L'espérance de vie est en hausse, tandis que la mortalité infantile est en baisse. Aujourd'hui, 15 millions d'Afghans possèdent un téléphone portable.

Il ne fait aucun doute que le nouveau Gouvernement afghan est déterminé à parvenir à l'autosuffisance. Un facteur important à cet égard est la croissance économique, qui permettra d'augmenter les recettes de l'État. Durant la Conférence sur l'Afghanistan qui s'est tenue à Londres ce mois-ci, les donateurs et le nouveau Gouvernement afghan ont mis

l'accent sur les priorités en matière de développement et la responsabilité mutuelle. Nous sommes encouragés par l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre son programme ambitieux de réformes. L'Australie appuiera ces réformes et continuera de fournir une aide conséquente au développement en faveur de la croissance économique et de l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi qu'une aide humanitaire.

Des progrès considérables ont également été accomplis dans le domaine des droits de l'homme. Le nouveau Gouvernement a démontré sa détermination à promouvoir la condition des femmes et des filles au sein de la société afghane. Il faut faire d'une priorité l'application intégrale de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ainsi que la mise au point et la mise en œuvre d'un plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité. Un processus de paix et de réconciliation sans exclusive, qui prend dûment en compte le rôle des femmes, aura plus de chances d'aboutir. Comme je l'ai souligné à maintes reprises, au même titre que d'autres représentants, les avancées en ce qui concerne les femmes et les filles seront et doivent représenter un indicateur décisif à l'aune duquel les progrès réalisés par l'Afghanistan seront mesurés par nous tous qui souhaitons que le pays effectue une transition réussie vers l'avenir.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) est un partenaire sérieux de l'Afghanistan. Elle l'a clairement montré en jouant un rôle central dans le cadre des efforts qui ont permis de débloquer le processus électoral qui s'éternisait cette année. L'Australie espère que, dotée de ressources suffisantes, la MANUA continuera de mettre l'accent sur les bons offices, les droits de l'homme, la coordination des donateurs et l'assistance humanitaire. Une MANUA forte qui opère dans le cadre d'un partenariat solide avec le nouveau Gouvernement afghan sera un acteur essentiel, et elle devra continuer de jouer son rôle dans tout le pays et dans les provinces.

Enfin, 2015 marquera le début d'un nouveau chapitre de l'histoire de l'Afghanistan, que nous espérons décisif. La décennie de la transformation en Afghanistan sera une période marquée par d'immenses possibilités, mais également par des défis considérables. L'Afghanistan a accompli des progrès extraordinaires depuis la chute des Taliban. Il a mis en place un Gouvernement démocratique et des institutions nationales fonctionnelles, créé des forces de sécurité efficaces et accompli des progrès remarquables – bien qu'incomplets – dans le domaine des droits de l'homme. L'Australie, tout comme le reste de la communauté internationale, est résolue à venir en aide à l'Afghanistan – un Afghanistan qui est dorénavant entre les mains du peuple et du Gouvernement afghans.

Ce fut un honneur que de remplir la fonction de rédacteur sur l'Afghanistan au Conseil. J'apprécie l'étroite collaboration de tous les membres du Conseil, des États Membres et, bien sûr, de l'Afghanistan. Je remercie l'Ambassadeur Tanin et son équipe du dynamisme et du dévouement avec lesquels ils œuvrent à la réussite du nouvel Afghanistan. Le Conseil est uni dans son appui à l'Afghanistan, et ceci reflète le profond attachement de la communauté internationale à l'avenir de l'Afghanistan.

Mme Lucas (Luxembourg) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, Nicholas Haysom, de son exposé. Je lui souhaite une chaleureuse bienvenue au Conseil dans ses nouvelles fonctions. Je remercie également le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Yury Fedotov, ainsi que le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Zahir Tanin, de leurs présentations.

Je m'associe à la déclaration qui sera faite au cours de ce débat par l'Union européenne.

L'Afghanistan a parcouru un long chemin depuis 2001, un chemin parsemé d'épreuves et de sacrifices, mais également d'avancées remarquables. En témoignent les progrès réalisés en matière d'éducation et de santé. En témoignent aussi la tenue régulière d'élections et le premier transfert démocratique du pouvoir. La communauté internationale doit reconnaître les progrès qui ont été faits et le crédit qui en revient aux Afghans. Pour autant, elle ne doit pas perdre de vue les défis qui subsistent.

Aujourd'hui, il est absolument nécessaire que la classe dirigeante afghane se mette pleinement au service de sa population et qu'elle s'accorde rapidement sur la formation d'un gouvernement d'union nationale reflétant la diversité du pays. À défaut, l'effet déstabilisateur de l'incertitude politique renforcera le pouvoir de ceux-là mêmes qui cherchent à ramener l'Afghanistan à ses vieux démons.

Pour relever les défis immenses qui l'attendent, le Gouvernement d'union nationale, une fois formé, aura besoin de l'appui constant de la communauté internationale. Celle-ci est disposée à fournir cet appui. À la Conférence de Londres, le 4 décembre dernier,

les donateurs ont réitéré leur engagement à cheminer aux côtés du peuple afghan. Sur le plan sécuritaire, la mission « Soutien résolu » de l'OTAN, saluée par l'adoption à l'unanimité de la résolution 2189 (2014) du Conseil, fournira conseil, formation et assistance aux forces de sécurité afghanes. L'appui de la communauté internationale continuera aussi de se traduire par l'action de terrain de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). J'y reviendrai dans un instant.

Si les efforts sécuritaires sont indispensables à la stabilité du pays et à la protection des civils, les efforts pour améliorer le développement humain seront décisifs pour la stabilisation à long terme de l'Afghanistan. Le respect des droits de l'homme constitue, à cet égard, un élément crucial. Et l'amélioration de la condition féminine, une nécessité absolue. Nous sommes encouragés par le fait que le Président Ghani Ahmadzai se soit exprimé, à de nombreuses reprises, en faveur du respect de ces droits. Nous voulons, pour notre part, appeler les nouvelles autorités à n'épargner aucun effort pour prévenir, signaler et dénoncer les violences commises contre les femmes afghanes. Nous plaidons également pour que les avancées en matière de condition féminine ne soient pas sacrifiées sur l'autel d'un éventuel accord de réconciliation nationale.

En matière de développement humain, la lutte contre la pauvreté doit constituer une autre priorité. La proportion de la population afghane vivant sous le seuil de pauvreté est encore bien trop importante. Les ressources nationales doivent être réparties de façon plus équitable. Des réformes économiques de grande ampleur s'imposent. Elles devront également s'attaquer à la dépendance croissante du pays à l'égard de l'économie illicite liée au trafic de drogues.

Un autre domaine clef est celui de la protection de l'enfance. Nous saluons le fait que l'Assemblée nationale afghane ait adopté une loi criminalisant le recrutement d'enfants par les Forces nationales de sécurité afghanes. Il s'agit là d'une étape importante dans la mise en œuvre du plan d'action contre le recrutement et l'exploitation d'enfants. Nous encourageons les autorités à persévérer dans cette voie. Nous sommes néanmoins préoccupés par la persistance de rapports faisant état de garçons arrêtés et détenus pour association présumée avec des groupes armés ou pour des charges liées à la sécurité nationale. Ces enfants doivent en premier lieu être considérés comme des victimes et être immédiatement transférés aux acteurs de la protection de l'enfance.

Je voudrais, pour conclure, réitérer notre appréciation pour le travail remarquable de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Dans les années qui viennent, avec le retrait des troupes combattantes internationales, le rôle d'appui de la MANUA gagnera encore en importance. L'accompagnement des autorités afghanes en matière de renforcement de l'état de droit, de consolidation de la démocratie et de protection des droits de l'homme devra continuer d'être au cœur du mandat de la Mission. Le rôle important que les Nations Unies ont à jouer en matière de bons offices et de coordination de l'aide internationale devra aussi être pris en compte. Pour remplir sa mission, la MANUA devra disposer de moyens adéquats afin de pouvoir assurer une présence de terrain à travers tout le territoire afghan.

Les chantiers sont nombreux en Afghanistan. D'aucuns déploreront qu'ils ne progressent pas assez rapidement ou qu'ils ne vont pas assez loin. C'est peut-être vrai. Mais ne pas aller assez loin, c'est néanmoins aller de l'avant. Et cette simple constatation est un encouragement pour les Afghans, qui ont démontré qu'ils veulent prendre leur sort entre leurs mains pour façonner un avenir meilleur pour leur pays.

Mme Paik Ji-ah (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Nicholas Haysom, et le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Yury Fedotov, de leurs exposés. Étant donné que le Représentant spécial, M. Haysom, intervient pour la première fois devant le Conseil depuis sa nomination, je lui souhaite une chaleureuse bienvenue. Je remercie également l'Ambassadeur Tanin de ses observations.

Aujourd'hui, l'Afghanistan se trouve à l'orée de la décennie de la transformation, et il envisage un avenir en tant que pays 'autonome et viable. Nous avons observé des signes encourageants, notamment les aspirations des Afghans qui ont participé aux élections, défiant la menace du terrorisme à l'occasion de ce tout premier transfert démocratique de pouvoir de l'histoire de l'Afghanistan.

Pourtant, un grand nombre de problèmes se profilent. Les efforts dirigés par les Afghans, avec l'appui de la communauté internationale, sont essentiels en vue de bâtir un pays pacifique et prospère. À cet effet, nous saluons la ferme détermination du nouveau Gouvernement afghan à renforcer la gouvernance, les institutions démocratiques et l'état de droit. Nous nous

félicitons en particulier de son récent programme de réforme, notamment du document intitulé « Atteinte de l'autonomie – adhésion à la réforme et à un nouveau partenariat », qui constitue un cadre global pour la recherche de solutions aux problèmes auxquels l'Afghanistan est confronté. Nous demandons au Gouvernement afghan de déployer tous les efforts pour mettre en œuvre ce programme de réforme. Tout en soulignant l'importance de l'ouverture et de la représentativité du nouveau Gouvernement d'union nationale, nous pensons qu'il importe d'accélérer la formation de son conseil des ministres.

S'agissant des conditions de sécurité, nous sommes profondément préoccupés de voir que les Taliban, Al-Qaida et les autres groupes extrémistes poursuivent leurs activités terroristes et violentes. Nous condamnons dans les termes les plus forts les attaques aveugles de civils, notamment au moyen d'engins explosifs improvisés.

Étant donné que les Forces nationales de sécurité afghanes assument la pleine responsabilité de la sécurité à la fin de l'année, il est capital de maintenir en permanence un appui international permettant d'en renforcer les capacités de lutte contre ces activités terroristes. À cet égard, nous nous félicitons que l'OTAN et les partenaires associés poursuivent leur appui à l'Afghanistan au-delà de 2014, notamment dans le cadre de la mission « Soutien résolu », afin de former, conseiller et aider les forces afghanes. Nous saluons également l'adoption par le Conseil de la résolution 2189 (2014) sur le sujet.

L'économie illicite de l'Afghanistan, essentiellement tributaire de l'expansion de la culture et de la production de l'opium, est une autre source de préoccupation. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport (S/2014/876), la production d'opium, qui représente environ 4 % du produit intérieur brut du pays est liée à l'insécurité, et 89 % de la culture du pavot se concentre dans les provinces les moins sûres du pays. Tout en notant la corrélation étroite entre le trafic de stupéfiants et les activités terroristes des Taliban, d'Al-Qaida et des autres groupes extrémistes, nous pensons qu'il est essentiel que le Gouvernement afghan déploie des efforts encore plus importants et résolus, avec l'appui des partenaires internationaux et régionaux, pour lutter contre ce fléau.

La conférence de Londres sur l'Afghanistan, qui s'est tenue au début de décembre et à laquelle a pris part notre Ministre des affaires étrangères, a été une occasion importante de réaffirmer les engagements pris par la communauté internationale en ce qui concerne l'appui à apporter à l'Afghanistan durant toute la décennie de transformation. La République de Corée a apporté sa pierre dans la stabilisation et la reconstruction de l'Afghanistan, par l'intermédiaire de son équipe de reconstruction de province, à Parwan, de juillet 2010 à juin 2014, ainsi que ses contributions financières, qui se sont élevées à 500 millions de dollars sur les cinq dernières années. Nous continuerons d'honorer l'engagement que nous avons pris de décaisser 100 millions de dollars d'ici à 2016 aux fins du développement socioéconomique de l'Afghanistan et 100 autres millions de 2015 à 2016 par l'intermédiaire d'un panier de fonds multilatéral spécial à l'intention des Forces nationales de sécurité afghanes.

Il est dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale que l'Afghanistan soit un pays stable. Nous appuyons la stabilité et le développement de l'Afghanistan, fondés sur un Gouvernement d'union nationale reposant sur des partenariats réels et une politique fédératrice. Il nous tarde de voir à l'oeuvre le rôle clef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan à cet égard et l'engagement non démenti de la communauté internationale.

Mme Kawar (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je tiens d'emblée à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Nicholas Haysom, de son exposé. Nos remerciements s'adressent également au personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour le dévouement dont il témoigne dans sa tâche. Je voudrais également remercier le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M. Yury Fedotov, et Son Excellence le Représentant permanent de l'Afghanistan, M. Zahir Tanin, de leurs déclarations.

Les Afghans viennent d'assister à leur première transition démocratique de l'histoire moderne du pays, après que les dirigeants afghans ont surmonté l'impasse électorale grâce à leur persévérance et à leur courage. Cela montre l'attachement du peuple afghan au processus politique ainsi que son refus de la violence et sa volonté d'œuvrer sans relâche à la démocratie, à la stabilité et à la paix.

Nous espérons que cette évolution positive de la situation sera couronnée par la création d'un Gouvernement capable de faire face aux défis auxquels l'Afghanistan est toujours confronté sur les plans

politique, économique et de la sécurité, et capable d'accélérer les réformes et de garantir les échéances et processus électoraux, de renforcer l'état de droit et les droits fondamentaux, en particulier les droits de la femme, et de lutter contre la violence à l'égard des femmes, et les crimes perpétrés contre les femmes.

Les efforts que déploie l'Afghanistan sur ce plan doivent être soutenus par un appui international actif et permanent, en particulier de la part des pays donateurs. Aussi la Jordanie se félicite-t-elle de la tenue de la Conférence de Londres, au cours de laquelle la nouvelle direction afghane a présenté son nouveau programme, dont les plans en matière de développement, notamment, attestent d'un grand sens des responsabilités.

Les conditions de sécurité en Afghanistan sont toujours précaires, et nous sommes préoccupés de ce que le peuple afghan reste constamment exposé au terrorisme. La Jordanie condamne dans les termes les plus énergiques tous les attentats terroristes contre les civils, les forces de sécurité nationales afghanes et le personnel international en Afghanistan, au nombre desquels l'attentat suicide commis contre l'Institut français d'Afghanistan et l'attentat dont a fait l'objet un véhicule de l'ambassade britannique, ainsi que les autres actes de lâcheté perpétrés par les terroristes, dont les assassinats d'Afghans, et surtout, d'enfants. Nous soulignons à cet égard qu'il importe de fournir un appui durable aux forces de sécurité afghanes, compte tenu notamment de la réduction de la présence internationale en Afghanistan. Nous saluons la poursuite de la coopération avec l'OTAN, qui fournira entraînement, conseils et assistance aux forces de sécurité et de défense nationales afghanes.

Nous trouvons encourageante l'importance qu'accorde le nouveau Gouvernement afghan à l'amélioration de ses relations avec son voisinage et nous espérons que la coopération régionale s'améliorera et qu'un climat de compréhension régnera entre les pays de la région. Nous espérons également que les tensions actuelles sur le plan de la sécurité seront gérées dans un esprit de responsabilité et nous appuyons le rôle joué par les instances régionales dans le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales, ainsi que dans l'expansion des débouchés économiques. Nous saluons dans ce contexte la tenue de la Conférence du Processus « Cœur de l'Asie » à Istanbul ainsi que les efforts déployés par l'ONU et les autres pays pour maintenir le dialogue et renforcer la confiance au niveau régional.

La coopération régionale revêt également une importance majeure dans le domaine de la lutte contre la production, le trafic et la contrebande de stupéfiants, qui menacent l'Afghanistan sur les plans social et économique, et menacent également la paix et la sécurité internationales. Il convient de tenir compte également des indicateurs préoccupants faisant état d'une augmentation cette année de la production de l'opium, qui alimente le terrorisme et l'extrémisme. La Jordanie salue toutes les initiatives régionales de lutte contre les stupéfiants, de contrôle des frontières et de promotion de la coopération entre les organes de répression et les institutions juridiques. La Jordanie applaudit également aux efforts que déploie le Gouvernement afghan dans la lutte contre le trafic de stupéfiants et appelle le Gouvernement à pratiquer une politique de tolérance zéro face à ce fléau. La Jordanie réaffirme l'importance du rôle joué par l'ONU et la nécessité, à cet égard, de tenir le Conseil de sécurité informé de l'évolution des faits en la matière.

Mme Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : J'aimerais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, de son premier exposé devant le Conseil de sécurité. Je lui transmets les félicitations de ma délégation pour sa nomination à ces fonctions. Nous lui souhaitons, ainsi qu'à l'ensemble de la famille des Nations Unies sur le terrain, plein succès – et également le maximum de sécurité – dans cette tâche de soutien de tous les instants à l'Afghanistan. Je remercie le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov, de son exposé, et l'Ambassadeur Zahir Tanin de sa déclaration.

La Lituanie s'associe à la déclaration qui va être faite au nom de l'Union européenne.

Dans quelques jours, l'Afghanistan ouvrira une nouvelle page de l'histoire contemporaine. Dès le 1er janvier 2015, la responsabilité de la sécurité du pays sera entièrement entre les mains du peuple afghan. Il est temps maintenant de tirer parti au plus vite des acquis obtenus au cours des 13 dernières années et de s'atteler à relever peu à peu les défis actuels, sur les plans politique, de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme ou de l'économie. Un leadership énergique et visionnaire de la part du Président Ashraf Ghani et du chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah, sera indispensable. La Lituanie, qui est un partenaire de l'Afghanistan depuis près de 10 ans, s'est félicitée du plan de réformes présenté par le Gouvernement d'union

nationale à la Conférence de Londres. Ce plan pose les fondements solides du développement du pays durant la décennie de la transformation. Nous encourageons les deux dirigeants à désigner et confirmer rapidement les principaux responsables du Gouvernement. Un gouvernement fort et véritablement uni est nécessaire pour relever les formidables défis qui attendent le pays.

La situation économique, la corruption et la hausse de la production d'opium en Afghanistan demeurent des sources de grave inquiétude et compromettent les efforts pour consolider la stabilité et stimuler le développement. Nous accueillons favorablement les premières mesures prises par le Président Ghani, y compris la mise en place d'une enquête sur la fraude bancaire qui a touché la Kabul Bank, qui témoignent de sa détermination à promouvoir l'état de droit. Le Gouvernement doit prendre immédiatement des mesures pour encourager des moyens de subsistance légaux et renforcer le tissu social, économique et politique afghan. Cela suppose notamment qu'un budget crédible soit adopté, que les mesures pour accroître les recettes soient mises en œuvre et que des réformes précises soient menées pour améliorer les conditions régissant l'investissement privé.

Les dernières semaines ont une nouvelle fois été marquées par des attaques meurtrières dans tout le pays, qui ont coûté la vie à des soldats et à des civils afghans, y compris l'attentat qui a visé l'Institut français d'Afghanistan et le lycée Istiqlal à Kaboul. Nous condamnons vigoureusement ces attaques brutales contre la population afghane, jusqu'aux enfants, et présentons nos plus sincères condoléances à toutes les familles de victimes. Nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés. Les éléments antigouvernementaux qui s'en prennent aux civils au moyen d'engins explosifs improvisés ou lors d'affrontements au sol, en recourant notamment à des tirs d'armes légères, à des attaques complexes et à des attentats-suicides, ne doivent pas échapper à leur responsabilité au regard du droit international humanitaire. Tous les auteurs de tels actes de violence doivent être traduits en justice.

Nous saluons la ferme détermination affichée par les forces nationales de sécurité afghanes face au problème des éléments antigouvernementaux. L'appui et l'intervention de la communauté internationale demeurent nécessaires pour faire en sorte de maintenir les capacités des forces afghanes. À l'heure où la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), déployée par l'OTAN, s'apprête à se retirer, nous nous félicitons de la récente ratification de l'accord bilatéral de sécurité et de l'accord sur le statut des forces de l'OTAN, qui forment la base juridique du programme d'assistance à la sécurité pour l'après-2014, ainsi que de l'adoption par le Conseil, le 12 décembre, de la résolution 2189 (2014). Cette dernière exprime un appui important à l'Afghanistan et à la présence alliée dans ce pays au-delà de 2014. Ma délégation remercie l'Australie du rôle de chef de file qu'elle a joué dans la négociation de cette résolution.

La Lituanie appuie la nouvelle mission non militaire de l'OTAN, Soutien résolu, à laquelle elle participera. Ce sera l'une de nos grandes contributions à l'alliance en 2015. Mon gouvernement a déjà confirmé qu'il allait verser 500 000 dollars au fonds d'affectation spéciale de l'Armée nationale afghane en 2015, conformément aux engagements financiers qu'il a pris pour la période 2015-2017. La Lituanie déploie également plusieurs experts auprès de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous estimons qu'il importe que la MANUA tienne compte des conséquences du retrait de la FIAS des centres provinciaux ainsi que de l'évolution du climat de sécurité. Nous comptons que la sûreté du personnel sera garantie dans le nouvel environnement.

Mais un secteur de la sécurité fort ne peut à lui seul garantir la paix durable et la prospérité. Le fait que le Président Ghani place l'accent et la priorité sur un processus de réconciliation dirigé et pris en main par les Afghans est à la fois bienvenu et indispensable. La pleine participation des hommes, des femmes, des jeunes, de la société civile et des minorités est déterminante si l'on veut qu'il y ait réconciliation. Il convient notamment de veiller à ce que les femmes participent véritablement au processus de paix et au processus politique. Ma délégation se félicite du résultat des élections aux conseils de province, où les femmes ont emporté 21 % des sièges. Les rencontres avec les représentantes de la société civile organisées par le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, sont un pas en avant vers une plus grande intégration des femmes à la vie sociale, politique et économique du pays.

Au cours de sa visite en Afghanistan, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, Rashida Manjoo, a constaté avec satisfaction une volonté politique de promouvoir et de protéger les droits des femmes. La Lituanie se félicite du lancement du premier Protocole de lutte contre la violence sexiste

pour les soignants et des activités prévues pour former le personnel médical à la prise en charge globale des victimes en Afghanistan. En dépit de ces tendances positives, les attaques meurtrières, telle celle qui a visé la défenseuse des droits des femmes, Shukria Barakzai, prouvent qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir avant que les femmes puissent librement et en toute sécurité exercer leurs droits humains et civils. La violence à l'égard des femmes reste une source de préoccupation majeure. Il faut veiller sans plus tarder à ce que des données exhaustives et cohérentes soient collectées, les lois effectivement mises en œuvre et des ressources suffisantes allouées pour financer la création de refuges en tant que mesure de protection

Pour terminer, et comme l'Ambassadeur Tanin vient de le dire, l'engagement constructif des partenaires régionaux de l'Afghanistan, sur le plan bilatéral et dans le cadre d'initiatives régionales telles que le Processus d'Istanbul, est crucial pour l'édification d'un Afghanistan stable et pacifique. Nous nous félicitons que le Président Ghani mette l'accent sur la coopération régionale. L'appui continu de la communauté internationale, par l'intermédiaire du travail de la MANUA, demeure lui aussi primordial si l'on veut que la décennie de la transformation apporte une vie meilleure à tous les Afghans, sans exception.

M. Lamek (France) : Je veux, moi aussi, commencer par remercier M. Nicholas Haysom, Représentant spécial du Secrétaire général, et M. Yury Fedotov, Directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), pour leurs interventions. Je remercie également l'Ambassadeur de l'Afghanistan, M. Tanin, de sa déclaration et je m'associe d'avance au discours qui sera prononcé tout à l'heure au nom de l'Union européenne.

Comme l'a souligné le Secrétaire général dans son rapport (S/2014/876), l'Afghanistan vient de franchir une étape décisive de son histoire. Après une période d'activité électorale intense, on ne peut que se réjouir de la réussite de la première transition démocratique de l'histoire de l'Afghanistan. Je forme, moi aussi, le voeu que le Président Ashraf Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah, parviendront très vite à un accord pour la formation du gouvernement d'union nationale. La mise en place de cette nouvelle équipe sera essentielle pour conduire les réformes dont le pays a besoin et nous avons pris bonne note des priorités évoquées tout à l'heure par l'Ambassadeur Tanin : lutte contre la corruption, bonne gouvernance, promotion de la stabilité économique et financière, en particulier. C'est encourageant, et ces intentions doivent maintenant se transformer en réalités sur le terrain. Nous souhaiterions saluer l'action de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui a accompagné les autorités afghanes de façon exemplaire pour permettre la conclusion définitive du processus électoral.

Au plan politique, nous pouvons nous féliciter des développements récents, particulièrement encourageants. Toutefois, cela ne doit pas nous faire oublier que les défis restent nombreux, à une période charnière qui se caractérise par une évolution du soutien de la communauté internationale à l'Afghanistan. Le principal défi reste bien sûr la sécurité. L'insurrection tente de faire douter les Afghans et leurs partenaires des progrès obtenus. Les terribles attentats perpétrés ces dernières semaines constituent une tentative abjecte de déstabiliser le processus en cours. Je pense en particulier, comme l'ont déjà fait de nombreux orateurs avant moi, à l'attentat qui a visé le centre culturel français de Kaboul le 11 décembre, prenant ainsi pour cible un lieu de culture et de création bien connu des Afghans et fortement apprécié par eux. Mais nous croyons aujourd'hui que l'Afghanistan est sur une bonne voie et rien ne pourra remettre en question les évolutions positives que connait ce pays. Nous ne renoncerons pas aux valeurs pour lesquelles nous nous sommes battus, aux côtés des Afghans, depuis plus de 10 ans. Je pense en particulier à la place et aux droits des femmes dans la société afghane, comme l'ont souligné tout à l'heure les représentants du Luxembourg et de la Jordanie.

Dans ce contexte sécuritaire marqué par une insurrection encore résiliente, il est essentiel que les partenaires régionaux poursuivent leur soutien à l'Afghanistan. Nous saluons à cet égard la récente tenue de la conférence ministérielle du Processus d'Istanbul – « coeur de l'Asie » – à Pékin, en octobre. Elle a constitué un tremplin pour favoriser une coopération régionale plus approfondie autour de l'Afghanistan. La Conférence de Londres, qui s'est tenue au début du mois de décembre, a elle aussi envoyé un signal positif, en permettant au nouveau Gouvernement d'union nationale de présenter son programme économique et son plan de réformes, auquel la communauté internationale a décidé d'apporter son soutien résolu. Le soutien des partenaires de l'alliance évolue avec l'Afghanistan. À partir du début de l'année 2015, la mission de conseil, de formation et d'assistance de l'OTAN – « Resolute support » (Soutien résolu) –, que le Conseil de sécurité vient de saluer dans

la résolution 2189 (2014), sera présente pour continuer à former les forces afghanes.

Je voudrais terminer en évoquant un défi de taille qui reste et qui est celui de la lutte contre le trafic de drogues. Nous sommes évidemment particulièrement préoccupés par la hausse continue de la production d'opium, confirmée par le dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies, et soulignée encore tout à l'heure par M. Fedotov dans son intervention. Il est impératif que cette tendance soit inversée. Nous encourageons les autorités afghanes à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour combattre la production et le trafic de drogues qui présentent une menace majeure pour la stabilité de l'Afghanistan, pour la santé publique de sa population et pour son développement. Nous ne devons pas laisser une économie illicite prospérer au détriment du développement du pays.

À cet égard, nous estimons que la MANUA doit jouer un rôle majeur pour animer et coordonner le dialogue avec les autorités afghanes sur ce sujet capital pour l'avenir du pays. Nous pensons notamment que toutes les entités des Nations Unies engagées en Afghanistan doivent prendre en compte la lutte contre la drogue dans la conception et la conduite de leurs activités respectives, afin de créer les synergies nécessaires pour lutter contre ce fléau dans toutes ses dimensions. Nous saluons en particulier l'action de l'ONUDC dans ce domaine.

Pour terminer, je voudrais rendre hommage moi aussi à l'action de M. Kubiš pour son action et son engagement, ainsi qu'à tout le personnel de la MANUA qui travaille dans des conditions, on le sait, très difficiles. Les Nations Unies et la MANUA seront amenées à jouer un rôle majeur en Afghanistan dans les années à venir et seront en première ligne de l'engagement de la communauté internationale. M. Haysom peut être assuré de tout notre soutien dans la tâche qui l'attend.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite de la tenue du présent débat. Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, et le Directeur exécutif, M. Fedotov, pour leurs exposés. Je remercie également l'Ambassadeur Tanin pour sa déclaration.

L'année 2014 est une année cruciale pour la sécurité politique et la transition économique de l'Afghanistan. Depuis le début de l'année, l'Afghanistan a mené à bien et sans heurt une élection présidentielle, formé un nouveau gouvernement ouvert à tous et promu un développement économique et social stable.

Le peuple afghan a devant lui de nouvelles perspectives d'unité et de stabilité, de reconstruction pacifique et de développement. Il a également posé de solides fondations pour une transformation qui démarrera en 2015. La Chine salue les réalisations du Gouvernement et du peuple afghans.

Dans le même temps, un Afghanistan stable et prospère où tous les groupes ethniques vivent en harmonie exige un effort continu et inlassable de la part du Gouvernement et du peuple afghans, ainsi qu'une attention et une aide soutenues de la part de la communauté internationale. Je voudrais souligner les éléments suivants.

Premièrement, la promotion du processus de réconciliation nationale est d'une importance primordiale. Pour instaurer la paix et la stabilité, l'Afghanistan doit s'engager sur la voie d'une réconciliation politique à larges assises et sans exclusive. Le Président chinois, Xi Jinping, a souligné, lors de sa rencontre avec le Président Ghani Ahmadzai en octobre dernier, que toutes les parties doivent appuyer un processus de paix et de réconciliation qui soit dirigé et pris en main par les Afghans eux-mêmes. La Chine forme l'espoir que toutes les factions afghanes feront montre de sagesse et de sincérité, mettent l'intérêt du peuple afghan avant toute autre chose et prennent une part active au processus national de réconciliation. De concert avec la communauté internationale, nous souhaitons fournir une aide constructive en faveur du processus national de réconciliation.

Deuxièmement, le maintien de conditions de sécurité stables est une condition préalable nécessaire. À l'heure actuelle, les conditions de sécurité restent préoccupantes en raison de la fréquence d'attaques violentes. La communauté internationale doit continuer à aider l'Afghanistan à renforcer les capacités de ses forces de sécurité et de police, et appuyer les efforts des forces nationales de sécurité visant à maintenir la sécurité et la stabilité dans le pays et à riposter efficacement à toutes sortes de menaces et de défis posés à la sécurité, afin de créer les conditions propices au développement économique et social et au bien-être de ses citoyens.

Troisièmement, la réalisation d'un développement économique et social durable est cruciale. La pauvreté est le terreau de l'extrémisme. La Chine

intensifiera son appui à la paix et à la reconstruction de l'Afghanistan, aidera le pays à formuler des plans nationaux de développement économique et social, formera les talents dans divers domaines, renforcera la construction d'infrastructures et facilitera le développement économique au niveau local. La communauté internationale doit également s'acquitter de l'engagement qu'elle a pris d'aider l'Afghanistan à améliorer ses capacités de développement autonome.

Quatrièmement, le renforcement de la coopération internationale et régionale est une priorité. L'Afghanistan ne saurait réaliser le développement et devenir prospère sans l'appui et l'assistance de la communauté internationale, notamment des pays de la région. La communauté internationale doit appuyer avec force le développement de relations de bon voisinage de l'Afghanistan avec les pays de la région, et aider l'Afghanistan à participer aux schémas de coopération internationale et régionale afin d'être mieux intégré dans les processus régionaux de coopération économique.

Nous appuyons le rôle de coordination de l'assistance internationale à l'Afghanistan de l'ONU et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous espérons que la MANUA renforcera sa communication, sa coordination et sa coopération avec le Gouvernement afghan, redonnant ainsi confiance à la communauté internationale dans la transition sans heurt de l'Afghanistan.

La Chine est un bon voisin de l'Afghanistan, ainsi qu'un ami sincère. Elle espère voir un Afghanistan uni, stable, bien développé qui soit un pays ami. Nous appuyons fermement et activement le processus de paix et de reconstruction de l'Afghanistan.

Lors de la visite effectuée par le Président Ghani Ahmadzai à la fin du mois d'octobre, la Chine et l'Afghanistan ont publié une déclaration conjointe sur l'intensification du partenariat de coopération stratégique. Le Gouvernement chinois a décidé de fournir à l'Afghanistan une aide d'un montant de 500 millions de yuan en 2014 et de 1 500 milliard de yuan au cours des trois prochaines années.

Pour aider l'Afghanistan à renforcer ses capacités, au cours des cinq prochaines années, la Chine assurera la formation de 3 000 professionnels de divers domaines, et organisera des séminaires sur la lutte contre le terrorisme et le trafic de stupéfiants.

La Chine a également organisé à Beijing la quatrième Conférence des Ministres des affaires étrangères « Au cœur de l'Asie »/Processus d'Istanbul. La Chine est activement résolue à faciliter la coopération régionale de l'Afghanistan et préconise un règlement rapide de la question afghane afin que la région connaisse une paix et une stabilité durables et un développement économique et social de longue durée.

La Chine souhaite participer aux efforts déployés par la communauté internationale pour faciliter la réconciliation politique, le relèvement économique, le développement durable, la sécurité et la prospérité de l'Afghanistan et de la région.

M. Sana (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, et le Directeur exécutif, M. Yury Fedotov, pour leurs exposés. Je saisis également la présente occasion pour féliciter M. Haysom pour ses nouvelles fonctions.

Nous remercions également toute l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour son appui constant au Gouvernement et au peuple afghans. Je remercie le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Zahir Tanin, pour sa déclaration. Je tiens aussi à rendre hommage à l'Australie pour son rôle moteur pendant les deux années où elle a assuré la fonction de de rédacteur sur l'Afghanistan.

Comme nous le savons tous, il y a quelques mois, l'Afghanistan était au bord de l'anarchie à la suite des résultats contestés des élections. Nous félicitons le Président Ghani Ahmadzai et M. Abdullah, Chef de l'exécutif, d'avoir empêché le pays de sombrer dans la violence. Le pays aurait fort bien pu rester en état de crise si les deux candidats n'avaient pas pris parallèlement la bonne décision. Dans le même ordre d'idées, nous félicitons les responsables de la MANUA, le Gouvernement des États-Unis et la communauté internationale dans son ensemble de leurs inlassables efforts visant à amener les deux parties à sortir de l'impasse politique, dans l'intérêt du peuple afghan et de toute la région. Nous prenons acte de la relation de travail positive entre le Président Ghani et M. Abdullah, et nous continuons de l'encourager.

Le Rwanda se félicite du programme de réformes du nouveau Gouvernement du Président Ghani. Inviter l'opposition politique et les groupes armés à participer au dialogue interafghan est en effet pertinent et capital pour la stabilité de l'Afghanistan. Toutefois, nous sommes découragés par la réponse des Taliban, qui ont

rejeté la formation d'un gouvernement d'union nationale et appelé à la poursuite du conflit.

Nous continuons d'encourager les dirigeants afghans à conserver l'esprit qui les anime s'agissant de la formation d'un gouvernement d'union nationale sans exclusive, avec la pleine participation des femmes. Nous faisons écho à l'appel lancé par le Président Ghani aux partenaires internationaux de l'Afghanistan pour leur demander d'appuyer le processus de paix dirigé et pris en main par les Afghans. Nous exhortons aussi les dirigeants religieux à jouer un rôle actif dans le retour de la paix dans le pays.

Dans moins de 13 jours, les Forces nationales de sécurité afghanes assumeront totalement les responsabilités en matière de sécurité. Nous estimons que depuis juin 2013 les Forces nationales de sécurité afghanes ont prouvé qu'elles étaient capables d'assurer la sécurité du pays. C'est pourquoi il faut applaudir à -la signature, le 30 septembre, de l'Accord de sécurité bilatéral entre le Gouvernement afghan et le Gouvernement des États-Unis et de la Convention sur le statut des forces avec l'OTAN. Cela servira de cadre juridique à la poursuite de l'assistance militaire destinée à renforcer les capacités des forces nationales de défense et de sécurité afghanes.

Dans l'intervalle, l'Afghanistan a été et continue d'être confronté aux défis à la sécurité que posent les groupes terroristes insurgés, qui ont fait de nombreux morts, notamment des femmes et des enfants innocents. De multiples attaques ont lieu quasiment tous les jours, augmentant le nombre de pertes civiles. Comme le rapport du Secrétaire général (S/2014/876) l'indique, l'année 2014 a été l'une des plus violentes depuis 2001. Le Rwanda condamne fermement ces actes barbares qui continuent d'emporter des vies afghanes, et que rien ne saurait justifier. Nous rendons hommage à cet égard aux Forces nationales de sécurité afghanes pour le courage et la bravoure avec lesquels elles repoussent les insurgés.

La situation économique en Afghanistan continue d'avoir un impact négatif sur le budget du Gouvernement. Toutefois, nous nous félicitons de ce que le Président Ghani ait annoncé un solide programme, notamment un engagement en faveur des réformes pour garantir la réalisation de l'autonomie afghane. Nous nous félicitons du nouveau partenariat et de son plan visant à relancer le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. Il importe de renforcer la gouvernance, de lutter contre la corruption et de mettre en œuvre des réformes politiques.

Nous continuons d'appeler la communauté des donateurs à rester déterminée, comme constaté à la Conférence de Londres, à honorer l'engagement qu'elle a pris d'appuyer la nouvelle direction dans ses efforts visant à garantir un avenir pacifique et prospère au peuple afghan. La coopération et l'intégration régionales sont essentielles pour attirer les investissements étrangers si nécessaires en Afghanistan, garantir sa viabilité économique et stimuler la croissance économique.

Pour terminer, les défis auxquels fait face l'Afghanistan aujourd'hui dans son aspiration à émerger en tant que pays autonome, pacifique, démocratique et prospère pour tous les Afghans requiert un engagement sérieux des nouveaux dirigeants, de la région et des partenaires internationaux. Nous appuyons pleinement la MANUA et ses institutions partenaires dans l'accomplissement de leurs mandats, en fournissant une assistance à la paix et la reconstruction de l'Afghanistan. Le Rwanda restera toujours solidaire du peuple afghan et nous continuerons de contribuer à un Afghanistan stable, sécurisé et prospère.

M. Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, de son premier exposé au Conseil ce matin, et lui souhaiter la bienvenue dans cet important nouveau rôle. Je remercie aussi le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M. Yury Fedotov, de son exposé ce matin, et l'Ambassadeur Tanin de ses observations.

Je vais axer aujourd'hui ma déclaration sur trois points : l'importance d'un appui international au nouveau Gouvernement et à son programme de réformes, le lancement de la mission « Soutien résolu » et le futur engagement des Nations Unies en Afghanistan.

À l'heure où l'Afghanistan s'apprête à inaugurer la Décennie de transformation, je félicite le nouveau Gouvernement afghan de son programme de réforme tel qu'énoncé par le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, à la Conférence sur l'Afghanistan qui a eu lieu ce mois à Londres. Le programme fournit un cadre crédible pour parvenir à la sécurité économique en s'attaquant à la corruption, en continuant de progresser dans le domaine de la sécurité nationale, en mettant en œuvre des réformes politiques et en consolidant les progrès en matière de droits de l'homme. Ce sont là les vraies priorités. À la Conférence de Londres, la communauté internationale a fait la preuve de son clair engagement en faveur de l'avenir de l'Afghanistan et

de la mise en œuvre du programme de réformes. Nous félicitons aussi le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, des efforts qu'ils déploient pour former un gouvernement d'union nationale. Nous encourageons maintenant la confirmation rapide des ministres nommés afin de faire en sorte que la dynamique soit maintenue.

C'est la dernière fois que le Conseil de sécurité se réunit avant l'achèvement de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan. Je tiens à rendre hommage au courage des soldats, hommes et femmes, qui ont aidé à rétablir la paix et la sécurité en Afghanistan, en particulier ceux qui ont sacrifié leur vie dans cette tâche.

Les attaques qui ont visé dernièrement à Kaboul le personnel de sécurité afghan, les fonctionnaires internationaux et les civils afghans nous rappellent la gravité des défis à la sécurité, tout comme le fait l'augmentation du nombre de victimes, notamment et en particulier les enfants. Mais ces attaques illustrent aussi le courage et la persévérance de ceux qui s'efforcent d'assurer la sécurité et le développement en Afghanistan. Ces hommes et ces femmes peuvent être très fiers de ce que l'Afghanistan a connu son premier transfert pacifique de pouvoir entre dirigeants élus dans son histoire.

Tandis que les Forces nationales de sécurité afghanes continuent de lutter courageusement contre les insurgés, il est indispensable que nous continuions de fournir un appui. C'est pourquoi nous nous félicitons de la mise sur pied de la mission « Soutien résolu » de l'OTAN pour former, conseiller et assister les Forces nationales de sécurité afghanes dès 2015. Le Conseil a montré qu'il appuyait cette mission en adoptant la résolution 2189 (2014) la semaine dernière.

Un règlement politique reste le meilleur moyen de garantir une paix durable en Afghanistan. C'est pourquoi nous nous félicitons du récent dialogue entre les dirigeants afghans et pakistanais et attendons avec intérêt d'autres progrès. Les voisins de l'Afghanistan seront essentiels pour cet effort. Nous saluons l'appui des pays engagés dans le Processus au cœur de l'Asie et d'autres initiatives pour promouvoir la sécurité, le commerce et la prospérité économique.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) jouera un rôle encore plus important en Afghanistan l'année prochaine, en s'efforçant d'appuyer les réformes prioritaires du nouveau Gouvernement. Son mandat doit consister avant tout à fournir ses bons offices pour aider à la formation du nouveau Gouvernement et à la préparation des élections parlementaires et pour préserver les acquis enregistrés dans le domaine des droits de l'homme. Pour être efficace, la MANUA doit aussi avoir les ressources dont elle a besoin pour maintenir sa présence dans les provinces.

Pour terminer, un nouveau chapitre s'ouvre dans notre partenariat en cours avec un Afghanistan indépendant et souverain. Il est indéniable que 2105 sera une année difficile, mais il est réconfortant de voir le peuple et le Gouvernement afghans et la communauté internationale déterminés à construire un avenir stable, démocratique et prospère pour l'Afghanistan.

M. Barros Melet (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous souhaitons la bienvenue au nouveau Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Nicholas Haysom. Nous le félicitons de son accession à ses nouvelles fonctions et le remercions de son exposé. Nous remercions également le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M. Yury Fedotov, de sa présence et de son exposé, ainsi que l'Ambassadeur Zahir Tanin de ses observations.

Mon pays se félicite de la formation d'un Gouvernement d'union nationale et de la première passation de pouvoir pacifique et démocratique en Afghanistan. Nous saluons la fin d'un processus électoral qui a été long et soulignons le rôle joué par le Président Ashraf Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah. Nous sommes également reconnaissants des bons offices fournis par l'ancien Président Hamid Karzaï dans le cadre du processus démocratique.

Nous souhaitons rappeler au nouveau Gouvernement qu'afin d'apporter une solution aux problèmes politiques, économiques et de sécurité énoncés dans le dernier rapport du Secrétaire général (S/2014/876), il sera nécessaire de désigner et de confirmer les autres hauts responsables du Gouvernement. Nous espérons que cette partie du processus sera réglée rapidement.

Le Chili est pour un processus de réconciliation nationale dirigé et pris en main par tous les Afghans. Dans ce contexte, nous espérons que le nouveau Gouvernement continuera de mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) à tous les niveaux afin de

garantir la participation des femmes aux décisions et de répondre dûment à leurs besoins. Nous soulignons l'importance de continuer à promouvoir le dialogue, l'ouverture et le consensus entre les Afghans; c'est là un facteur essentiel à la construction d'un pays capable de voler de ses propres ailes, un pays doté de solides institutions démocratiques et respectant l'état de droit.

Nous sommes préoccupés par les effets que la situation en matière de sécurité continue d'avoir sur la population civile afghane, notamment les femmes et les enfants. Selon le rapport du Secrétaire général, l'année 2014 a été l'une des plus violentes depuis 2001, et le nombre élevé de victimes civiles et de communautés déplacées nous inquiète.

Le Chili réaffirme la nécessité de renforcer la protection des civils et condamne l'usage de la force à leur encontre, que ce soit par les forces progouvernementales ou antigouvernementales. Nous rappelons que c'est aux nouvelles autorités qu'il incombe essentiellement d'assurer la protection des civils et d'empêcher les forces antigouvernementales de saper la confiance vis-à-vis du nouveau Gouvernement avant que ce dernier ne soit complètement constitué.

À cet égard, nous nous félicitons du renforcement des capacités et des compétences des Forces nationales de sécurité afghanes en prévision de l'achèvement du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité à la fin de 2014. Nous espérons que les autorités afghanes sauront assumer la responsabilité de la sécurité de leur pays. Nous saluons également l'accord conclu entre l'OTAN et l'Afghanistan tendant à ce que la mission Soutien résolu se charge de former, conseiller et assister les Forces nationales de sécurité afghanes après 2014.

Nous partageons, en outre, les préoccupations exprimées par d'autres membres du Conseil concernant la forte augmentation de la production d'opium et espérons que la tendance sera inversée. À cet égard, nous souscrivons aux propositions formulées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Pour terminer, je tiens à exprimer l'appui du Chili aux efforts déployés par le peuple afghan pour bâtir un État démocratique dans le plein respect de l'état de droit et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous renouvelons également notre appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'apporter un appui au peuple afghan, en renforçant ses capacités de lutte contre les problèmes de sécurité qui touchent le pays. Nous pensons que c'est là tout aussi important pour le développement de l'Afghanistan que pour celui de la région.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Haysom de la présentation du rapport trimestriel du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/876), ainsi que M. Fedotov de son exposé détaillé concernant le problème de la drogue et du crime dont il a la charge. Nous avons également écouté attentivement et avec intérêt les observations de l'Ambassadeur Tanin.

Cela ne fait pas très longtemps que le marathon de l'élection présidentielle s'est achevé en Afghanistan. Pour la première fois, le peuple afghan a été le témoin de la passation pacifique de pouvoir entre un chef d'État élu et un autre. Nous adressons au Gouvernement d'union nationale tous nos vœux de succès et de courage face aux défis qu'il lui reste à relever. Maintenant que l'accord entre le Président Ashraf Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah, a été signé et scellé, de nouvelles possibilités s'offrent pour corriger la situation et créer les conditions nécessaires au développement graduel du pays que les nombreuses années de guerre destructive ont entravé.

Dans ce contexte, nous voudrions souligner le rôle important que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) continue de jouer dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. Sa contribution au processus électoral et à l'accord signé entre les deux principaux candidats à l'élection présidentielle est incontestable. Pour notre part, nous continuerons d'appuyer l'action de la MANUA en coordination avec la communauté internationale dans l'intérêt du peuple afghan. L'importance particulière de ce mécanisme a été mise en lumière dans la résolution 2189 (2014), qui a été adoptée la semaine dernière.

L'un des problèmes les plus graves de l'Afghanistan demeure la production et le trafic de stupéfiants. Les dernières données de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sont choquantes. La superficie des cultures du pavot à opium a augmenté de 7 % par rapport à 2013 et le rendement moyen de 9 %, alors que dans les régions du sud, le rendement moyen a progressé de 27 % et la production totale de drogue de 17 %. Il est, par conséquent, de la plus haute importance de prêter une attention particulière aux liens qui existent la production d'opiacés en Afghanistan et le terrorisme international, notamment le financement des activités

terroristes au moyen des revenus tirés du trafic de drogue. On trouve des informations importantes sur ce sujet dans le rapport récent du Groupe de surveillance du Comité du Conseil de sécurité sur les sanctions concernant Al-Qaida et les Taliban, ainsi que dans les conclusions du Groupe d'action financière.

L'ampleur de ce problème est telle qu'il représente une menace pour la paix et la stabilité de l'Afghanistan, de l'ensemble de la région et bien au-delà de ses frontières. À cet égard, nous considérons que la déclaration présidentielle sur les stupéfiants afghans (S/PRST/2014/12), qui a été adoptée par le Conseil de sécurité en juin à l'initiative de la Russie, est à fois opportune et pertinente. Il est désormais indispensable de formuler des mesures pratiques visant à éliminer ce problème. Nous espérons que le thème des opiacés afghans fera l'objet d'un examen approfondi au cours de la session extraordinaire que l'Assemblée générale qui sera consacrée en 2016 au problème mondial de la drogue.

L'Afghanistan pourrait apporter une contribution importante aux mesures de lutte contre le trafic de drogues en élargissant sa coopération aux niveaux bilatéral, régional, sous-régional et multilatéral, en particulier avec les pays de la région, afin de prendre les mesures nécessaires pour développer d'autres sources de revenu pour les agriculteurs.

Pour sa part, la Russie renforce ses efforts dans le domaine de la lutte contre la production illicite et le trafic de drogue dans le cadre de structures régionales, notamment l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), ainsi que sur le plan bilatéral avec l'Afghanistan. De plus, nous continuons de fournir une formation aux des agents de la police des stupéfiants afghane à l'Institut de formation avancée du Ministère des affaires intérieures de la Russie à Domodedovo, à l'Institut sibérien du droit et au Centre de formation du nord-ouest sur la lutte contre les drogues du Service fédéral de contrôle des stupéfiants de la Fédération de Russie.

L'OSCT est également appelée à jouer un rôle important dans la lutte contre le problème des stupéfiants en Afghanistan par le truchement du mécanisme « Canal ». C'est ainsi qu'une opération spéciale de ce mécanisme, baptisée « Piège méridional », a permis de saisir plus de 10 tonnes d'opiacés d'origine afghane.

À cet égard, une autre question se pose concernant le relâchement dans les activités de lutte contre les stupéfiants que l'on observe chez la Force internationale d'assistance à la sécurité, qui doit bientôt être dissoute. Il semblerait d'ailleurs que la nouvelle mission Soutien résolu de l'OTAN ne soit pas non plus pressée d'agir. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas ce genre de problème dans l'accord bilatéral américano-afghan sur la sécurité? Nous sommes fort déçus que les pays de l'OTAN ignorent depuis de nombreuses années les suggestions pragmatiques de l'Organisation du Traité de sécurité collective visant à mener une action commune dans ce domaine, alors que cette alliance cherche constamment à démontrer son utilité. Nous devons admettre que l'OTAN a laissé passer une occasion qui aurait été bien utile.

La situation extrêmement tendue en matière de sécurité nous préoccupe tous. Le pays est sans doute en train de traverser la période la plus difficile de ces dernières années. Depuis le début de l'année, on note une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente du nombre de civils, militaires et policiers afghans tués par des activistes. Ces derniers s'enhardissent de plus en plus, et vont parfois jusqu'à capturer des districts entiers. L'accalmie hivernale espérée dans leurs activités n'a pas eu lieu. Au contraire, le nombre d'attentats terroristes commis récemment a quasiment doublé, et la série d'attentats terroristes de grande envergure perpétrés à Kaboul et à travers tout le pays a montré que les Taliban conservent des moyens redoutables. Comme auparavant, Al-Qaida est toujours bien vivant, et je tiens à dire qu'aussi étrange que cela puisse paraître, une fois encore ce fait n'est pas mentionné dans le dernier rapport du Secrétaire général (S/2014/876). La concentration progressive des extrémistes dans les districts du nord est inquiétante, d'autant plus que cette zone était relativement calme jusqu'à récemment.

Il n'est nullement surprenant de voir que nous n'avons pas non plus attendu la publication du rapport détaillé sur les résultats des activités de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), que nous étions en droit d'espérer et qui était exigé de l'alliance en vertu de la résolution du Conseil de sécurité. Ce que nous avons reçu, c'est un document très succinct dans lequel l'analyse de la situation en matière de sécurité fait totalement défaut, alors que la FIAS avait reçu pour mandat spécifique d'améliorer la situation dans ce domaine au titre des résolutions 1386 (2001) et 1510 (2003). Sachant cela, l'opinion publique pourrait en toute confiance avoir l'impression que

le mandat a été pleinement mis en œuvre et que les principaux problèmes ont été résolus. Or cela ne reflète en aucune façon ce qui se passe réellement dans ce pays. Par ailleurs, le rapport de l'OTAN ne contient rien de concret non plus sur ce qu'a véritablement fait la FIAS pour aider les agents de la force publique afghane dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants. On peut en conclure que rien n'a été fait. La conclusion réfléchie à cet égard, à savoir qu'il faut faire davantage, a plus d'une décennie de retard.

Compte tenu de tout ce qui se passe, nous prenons note avec satisfaction de la déclaration du Président Ghani sur la réconciliation nationale. Le fameux triptyque de principes conserve sa pertinence, à savoir déposer les armes, reconnaître la Constitution afghane et rompre tout lien avec Al-Qaida et d'autres organisations terroristes. Nous ne devons pas non plus oublier qu'il faut observer scrupuleusement le régime de sanctions contre les Taliban et Al-Qaida.

En de nombreuses occasions, nous avons annoncé que notre pays coopérerait de manière constructive avec les dirigeants afghans, quels qu'ils soient, bénéficiant de l'appui des Afghans eux-mêmes. Une fois de plus, nous tenons à rendre hommage à la persévérance et au courage du nouveau Président, M. Ghani, et du chef de l'exécutif, M. Abdullah. Nous sommes persuadés qu'avec l'aide responsable de la communauté internationale, sous l'égide de l'ONU, ils seront en mesure de conduire nos amis les Afghans sur la bonne voie aux fins de l'édification pacifique d'un Afghanistan indépendant, autonome et économiquement prospère, débarrassé du terrorisme et de la criminalité liée aux stupéfiants.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères, M. Mahamat, de présider cette importante séance. Sa présence ici ajoute du poids à un débat déjà de grand poids. Je souhaite la bienvenue au Conseil de sécurité au Représentant spécial, M. Haysom, et le remercie de son exposé et du travail qu'il réalise sur le terrain en Afghanistan. Nous le félicitons de sa nomination à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Lui et son équipe peuvent compter sur notre plein appui dans l'exécution de leur mandat. Je remercie également M. Fedotov de son exposé très informé sur la production de stupéfiants en Afghanistan, source de grande préoccupation pour le Conseil.

L'Afghanistan se trouve dans une situation bien différente aujourd'hui de celle dans laquelle il se trouvait lorsque le Conseil s'est réuni la dernière fois pour en discuter, le 18 septembre (voir S/PV.7267). À ce moment-là, le processus électoral était encore en cours d'élaboration, et le Conseil avait exhorté les candidats à tenter de trouver un compromis durable dans l'intérêt du peuple afghan. Les candidats sont parvenus à ce compromis et ont formé un gouvernement d'union nationale. Depuis qu'il est entré en fonctions, le Gouvernement a pris des mesures cruciales pour terminer l'année sur une note positive. Le Gouvernement d'union nationale a fixé un programme de réforme urgentes destinées à améliorer la gouvernance, à limiter la corruption, à réintégrer les réfugiés, à promouvoir le développement durable et à défendre et promouvoir les droits fondamentaux de tous les Afghans, en mettant un accent particulier sur les droits des femmes. Le Gouvernement, à l'appui de ses paroles, prend d'importantes initiatives, notamment en rouvrant l'enquête sur la Banque de Kaboul, en adoptant des réglementations financières conformes aux règles internationales, en écartant le personnel gouvernemental corrompu et non qualifié et en luttant contre le commerce illicite, entre autres efforts majeurs.

Nous attendons avec impatience que le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, nomment un cabinet composé de personnes choisies en fonction de leur mérite. Nous saluons leur engagement à faire en sorte que le cabinet soit représentatif du peuple afghan, et notamment des femmes afghanes.

Le Gouvernement afghan est parvenu à recueillir un appui régional crucial à l'égard de son programme. À la Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie (conférence ministérielle sur le processus d'Istanbul), qui s'est tenue à Beijing en octobre, les pays voisins se sont engagés à s'acquitter du rôle qui leur revenait pour consolider la sécurité et la prospérité de l'Afghanistan, dans l'intérêt de la stabilité et du développement de la région. Le Président Ghani a effectué d'importantes visites destinées à améliorer les relations avec les pays voisins, y compris le Pakistan.

L'appui que reçoit l'Afghanistan dans sa progression constante vient également de bien plus loin que la seule région immédiate. À la Conférence de Londres au début de décembre, plus de 70 États donateurs ont promis de contribuer à hauteur de plus de 16 milliards de dollars d'aide à l'Afghanistan jusqu'en 2016. Ce soutien est essentiel pour conforter les acquis durement engrangés par l'Afghanistan depuis 2001. Durant ces années, le taux de scolarisation a été multiplié par 10, avec près de 10 millions d'enfants désormais scolarisés,

dont 40 % sont des filles – ce qui aurait été impensable sous le régime des Taliban. L'espérance de vie s'est considérablement améliorée. La mortalité maternelle a chuté, tombant de 16 % à 3 %, tandis que la mortalité des enfants de moins de cinq ans est tombée de 25 % à moins de 10 %. Les femmes peuvent désormais non seulement paraître en public sans avoir un parent de sexe masculin à leurs côtés, mais également devenir médecins et soigner aussi bien des hommes que des femmes. Les femmes occupent 28 % des sièges du Parlement afghan.

Les États-Unis s'engagent à appuyer les progrès en cours. Entre autres contributions, notre gouvernement a versé cette année plus de 107 millions de dollars en vue d'aider les réfugiés qui rentrent en Afghanistan, car nous avons vu les contributions inestimables qu'ils peuvent apporter à leur pays. Prenons l'exemple de Fereshta Abbasi. Ses parents ont fui l'Afghanistan pour l'Iran avant même sa naissance, et sa famille n'est rentrée que lorsque Fereshta avait 12 ans. Mais elle était déterminée à être une excellente élève et à poursuivre des études. Grâce au soutien de sa famille, elle est allée à la faculté de droit de l'Université de Herat, où elle s'est retrouvée la seule femme dans l'équipe de plaidoirie de l'école. Après avoir obtenu son diplôme, elle est allée travailler au Ministère des affaires féminines, ce qui n'aurait jamais été envisageable sous le régime des Taliban. Maintenant, elle s'emploie à faire en sorte que d'autres filles et femmes aient les mêmes chances qu'elle et rencontrent moins d'obstacles sur leur chemin.

Bien entendu, il reste encore beaucoup à faire, notamment concernant les droits des femmes. Le mois dernier, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes s'est rendue en Afghanistan. Bien qu'elle ait trouvé encourageant que le Gouvernement s'engage à tenter de mettre fin à la violence contre les femmes, Mme Manjoo a également constaté que l'insécurité, l'omniprésence de la violence sexiste et la persistance d'un climat de peur ont un effet disproportionné sur la promotion, la protection et le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles en Afghanistan. Les femmes et les filles, a-t-elle poursuivi, continuent d'être victimes de la violence familiale de la part de leurs maris et parents, de mariages d'échange ou watta-satta, de l'inceste, de crimes d'honneur, d'assassinats ciblés et de discrimination à la maison et au travail, et se heurtent aussi à des obstacles considérables pour pouvoir porter remède à ces problèmes et bien d'autres encore.

Je voudrais évoquer l'immense défi de la sécurité. À la fin du mois, les États-Unis ainsi que leurs alliés de l'OTAN et leurs partenaires du monde entier achèveront la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Pendant 13 ans, les soldats et le personnel civil de plus de 50 pays se sont employés, aux côtés des partenaires afghans, à éradiquer le terrorisme et à tenter de bâtir un Afghanistan plus stable et plus sécurisé. Plus de 2 200 Américains et plus de 1 200 ressortissants d'autres pays de la coalition de la FIAS ont donné leur vie pour défendre et autonomiser le peuple afghan.

L'Afghanistan continue de faire face à de graves menaces sur le plan de la sécurité, comme en témoignent d'horribles attentats terroristes tels que celui du 23 novembre au cours duquel un kamikaze a fait exploser un engin explosif improvisé lors d'un tournoi de volley-ball dans la province de Paktika. Plus de 50 personnes ont été tuées, dont de nombreux enfants. Cet attentat montre que les innocents sont de plus en plus pris pour cible par des groupes armés antigouvernementaux, ce qui explique, comme nous l'avons appris, que le nombre de victimes civiles enregistré cette année soit le plus important depuis 2008. Ces attaques horribles et perverses montrent bien plus que le danger qui plane; elles montrent pourquoi il est si important que le Gouvernement afghan réussisse et pourquoi les responsables de ces attaques doivent être neutralisés et traduits en justice. L'OTAN et ses partenaires continueront de former, de conseiller et d'aider les forces de sécurité afghanes par l'intermédiaire de la mission « Soutien résolu », et ce pour permettre aux courageux soldats et policiers afghans de continuer à tenir tête aux extrémistes et de protéger leurs concitoyens.

Mme Ogwu (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cet important débat. Je souhaite la bienvenue au nouveau Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Nicholas Haysom, et je le remercie de son exposé inaugural. Je remercie également le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov, de son exposé très instructif. Je salue la présence de l'Ambassadeur Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, et je le remercie de sa déclaration.

Le règlement pacifique de la crise politique postélectorale en Afghanistan constitue une avancée

extrêmement importante dans le cadre du processus politique national. Nous félicitons l'ONU, les États-Unis et l'ancien Président, Hamid Karzai, de leurs efforts de médiation, qui ont permis au Président Ghani et à M. Abdullah de former ensemble un gouvernement d'union nationale. Nous nous félicitons qu'ils soient parvenus à un accord et notons que cet accord a permis d'apaiser considérablement les tensions dans le pays. Il a également suscité un certain optimisme quant à l'avenir du pays. Nous encourageons vivement les deux dirigeants à consolider cette avancée remarquable en accélérant la formation du Cabinet ministériel afin de mettre en œuvre le programme de réforme du Président Ghani.

S'agissant du programme de réforme, nous nous félicitons que l'accent soit mis sur la gouvernance, l'état de droit, la collaboration régionale, la réconciliation nationale et la lutte contre la corruption. Nous estimons qu'accorder l'importance nécessaire à la réconciliation nationale constitue une avancée dans la bonne direction, et nous prenons bonne note des efforts que déploie le Président Ghani pour faciliter les pourparlers de paix, en particulier avec les chefs religieux. Le fait qu'il ait invité les Taliban et d'autres groupes militants à participer au dialogue interafghan est un effort évident en faveur de la réconciliation. Nous demandons instamment à tous les Afghans de choisir le dialogue en vue de rétablir une paix et une stabilité durables dans le pays.

Les conditions de sécurité en Afghanistan demeurent instables. La récente série d'attaques perpétrées contre des civils par les Taliban et d'autres groupes terroristes met en exergue les menaces auxquelles reste confronté le pays dans le domaine de la sécurité. Nous condamnons dans les termes les plus vifs tous les actes de violence contre la population civile. Nous rendons un hommage particulier aux forces de sécurité afghanes, qui ont montré qu'elles étaient capables de reprendre le contrôle des régions contestées des mains des insurgés. L'assistance internationale fournie à l'Afghanistan restera capitale pour que les forces de sécurité afghanes puissent continuer de lutter contre les terroristes, les insurgés et les autres éléments criminels qui tentent de déstabiliser le pays.

Nous notons que les alliés et partenaires de l'OTAN se sont engagés à continuer d'aider les forces de sécurité afghanes jusqu'à la fin de 2017 à hauteur d'environ 5,1 milliards de dollars par an. Nous espérons que cette assistance permettra de mobiliser les moyens nécessaires pour aider l'Afghanistan à se préparer à assumer pleinement la responsabilité financière de ses forces de sécurité d'ici à 2024, comme prévu par le partenariat durable conclu entre l'OTAN et l'Afghanistan.

En ce qui concerne la coopération régionale, nous estimons qu'elle revêt une importance capitale en vue de régler la crise en Afghanistan et de venir à bout des problèmes auxquels sont confrontés les États voisins de la région. Le Président Ghani a montré l'importance cruciale qu'il attache à la coopération avec ses voisins en établissant des liens divers aux niveaux bilatéral et multilatéral. Nous prenons note des résultats de la quatrième Conférence ministérielle sur le Processus d'Istanbul, qui s'est tenue à Beijing en octobre. Cette réunion a permis d'aborder divers problèmes, notamment le terrorisme, le trafic de drogue, la pauvreté et l'extrémisme violent, qui menacent la paix et la sécurité de la région.

La rencontre entre le Président Ghani et le Premier Ministre du Pakistan, M. Sharif, est également un fait important. Elle a permis aux deux dirigeants d'aborder les problèmes de sécurité auxquels leurs pays sont confrontés. Nous les exhortons à renforcer leur collaboration afin d'éliminer durablement les menaces transfrontières à leur souveraineté et à leur intégrité territoriale.

S'agissant de la lutte contre les stupéfiants, nous saluons la coopération entre M. Fedotov et les autorités afghanes. Le rapport du Secrétaire général (S/2014/876) indique que si la capacité des autorités locales à lutter contre le trafic de stupéfiants va croissant, il reste des problèmes considérables à affronter. Un de ces problèmes est l'augmentation des surfaces consacrées à la culture du pavot. En conséquence, la production d'opium pourrait augmenter de 17 % en 2014. Le Nigéria estime qu'il faut mettre en place une approche intégrée en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants pour freiner la production d'opium. La valeur de la production d'opium étant estimée à quelque 850 millions de dollars, il est clair que cela pose une grave menace en tant que source de financement du terrorisme en Afghanistan et au-delà de ses frontières. Il faut absolument déployer des efforts concertés durables aux niveaux national, régional et international pour lutter contre ce problème.

M. Oyarzábal (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, Nicholas Haysom, d'avoir présenté le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

(S/2014/876). Je saisis cette occasion pour le féliciter de sa nomination et lui souhaiter plein succès à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je remercie également le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov, et l'Ambassadeur Zahir Tanin, de l'Afghanistan, de leurs exposés.

Lorsque le Conseil s'est penché pour la dernière fois sur la situation en Afghanistan, le 18 septembre (voir S/PV.7267), nous attendions les résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle. Depuis, un accord a été conclu entre les deux candidats à la présidence, confirmant l'élection de M. Mohammad Ashraf Ghani Ahmadzai au poste de Président et de M. Abdullah Abdullah au poste de chef de l'exécutif. Par l'intermédiaire de l'Ambassadeur Tanin, nous félicitons le Gouvernement et le peuple afghans de cette importante démonstration de démocratie civile. Ce transfert pacifique et démocratique de pouvoir entre deux dirigeants élus, qui est le premier de l'histoire de l'Afghanistan, marque un tournant important dans le cadre du processus de transition politique dans le pays.

Les nouvelles autorités vont devoir relever des défis à la fois bien connus et redoutables, qui consistent notamment à répondre à l'aspiration générale des Afghans à la paix et à établir des relations cordiales avec les pays voisins de la région. À cet égard, nous nous félicitons que le nouveau Gouvernement ait annoncé sa volonté de lancer un processus de pacification de l'Afghanistan. Il est crucial que l'opposition politique, en particulier les Taliban, participe au dialogue interafghan afin que le pays puisse enfin tourner le dos à son passé violent, qui a fait plus de 32 000 victimes afghanes et étrangères, dont près de 15 000 civils, auxquelles viennent s'ajouter les milliers de Taliban tués rien que depuis 2007, lorsque l'ONU a commencé à recenser les victimes.

Nous constatons que, durant la période à l'examen, le nombre d'incidents touchant à la sécurité a baissé par rapport à la même période en 2013, la tendance que nous avions observée étant ainsi inversée. Nous espérons que cette nouvelle tendance se renforcera. Même si nous nous félicitons que les forces de sécurité afghanes aient montré qu'elles sont capables de maîtriser les activités des insurgés, l'Argentine ne pense pas qu'il peut y avoir une solution purement militaire à ce conflit sans s'attaquer à ses causes profondes. Des actes aussi atroces que ceux que nous avons vus mardi dernier – lorsque les Taliban ont tué 127 personnes, des enfants pour la majorité, dans une école à Peshawar – soulignent l'importance de la coopération régionale pour ce qui est de préparer la voie à la prospérité et à la stabilité, non seulement pour l'Afghanistan mais aussi pour les pays voisins de la région.

L'Argentine est également préoccupée par la hausse du nombre de victimes civiles, y compris 148 enfants durant la période à l'examen, résultant des opérations aériennes menées par les forces militaires internationales. À cet égard, nous réaffirmons que de telles opérations doivent être menées dans le plein respect des obligations découlant du droit international, notamment le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire.

L'Argentine appuie les efforts visant à prévenir la production et le trafic de drogue en Afghanistan. À cet égard, nous savons que la coopération régionale est essentielle, aussi bien en matière d'application des lois et de justice pénale que de promotion d'une réduction de la demande. Il est inquiétant de constater que la culture de l'opium a augmenté en 2014, et nous soulignons le rôle important que l'ONU joue dans la surveillance de la situation relative à la drogue en Afghanistan et à l'appui aux efforts nationaux. Il importe également de coordonner les efforts des différents organismes du système des Nations Unies afin de mettre en œuvre une approche globale dans ce domaine.

Le rôle de l'ONU continue d'être déterminant s'agissant d'aider le futur Gouvernement d'union nationale à s'acquitter de ses obligations dans les domaines de la sécurité et du développement, notamment à coopérer en matière d'aide humanitaire et dans la lutte contre la production et le trafic de drogue. Nous appuyons pleinement les activités de la MANUA et du nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la MANUA, et nous avons pleinement confiance en eux.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Bishnoi (Inde) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je vous remercie, M. Moussa Faki Mahamat, en votre qualité de Président du Conseil de sécurité, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui sur la situation en Afghanistan. Je remercie également le Secrétaire général pour son rapport trimestriel (S/2014/876) sur la situation en Afghanistan et nous souhaitons la bienvenue au nouveau Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom.

L'Afghanistan vient de passer par une transition politique historique. Nous saluons la mise en place du Gouvernement d'union nationale, dirigé par le Président Ghani et le Chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah. Le peuple afghan a fait preuve d'énormément de patience et de tolérance, ce qui a rendu possible un accord de gouvernement d'union nationale. Je ne doute pas que les dirigeants politiques afghans garderont à l'esprit les attentes du peuple afghan tandis qu'ils s'attaquent à la difficile tâche à venir, y compris la formation rapide du gouvernement, conformément à l'accord relatif au gouvernement d'union nationale ainsi que les réformes électorales et l'organisation d'une loya jirga (grand conseil) constitutionnelle. Je tiens à ce qu'il soit pris note du fait que mon gouvernement apprécie le rôle particulier joué par le Représentant spécial pour l'Afghanistan dans le cadre de ce processus. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) doit continuer de jouer un rôle moteur dans l'élaboration et la coordination des efforts de la communauté internationale pour appuyer le processus de reconstruction politique et économique de l'Afghanistan.

Le fléau du terrorisme et de l'extrémisme continue de menacer la paix et la stabilité de l'Afghanistan. Le fait que ces terroristes et groupes extrémistes survivent toujours malgré l'énorme pression militaire qu'exerce sur eux les Forces nationales de sécurité afghanes souligne le fait que ces groupes continuent de bénéficier d'un appui au-delà des frontières de l'Afghanistan et continuent d'avoir accès à des ressources de la part de réseaux terroristes et criminels transnationaux. Le plus récent rapport du Secrétaire général indique que, ces derniers temps, le Gouvernement afghan a du mal à assurer la sécurité de districts essentiels qui restent exposés aux pressions des insurgés. Il est inquiétant d'observer des statistiques telles que celles concernant le nombre total d'atteintes à la sécurité signalées dans tout le pays, qui a augmenté de 10,3 % cette année par rapport à la même période en 2013. Le Représentant spécial doit donc axer son attention sur ce problème grave. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre de vue le fait que la principale menace à la paix et à la stabilité en Afghanistan est le terrorisme. Les attaques à Kaboul, Sydney et Peshawar ne font que souligner le fait que les terroristes ne respectent pas les frontières et n'établissent aucune distinction entre les États. Ils constituent une menace pour toute l'humanité.

Lors de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan qui s'est achevée récemment, nous étions tous d'accord sur le fait que l'Afghanistan entre dans une nouvelle phase de sa transition économique. Dans le contexte économique mondial d'aujourd'hui, quand les budgets de l'État sont insuffisants et que le sentiment de lassitude des donateurs existent dans la plupart des pays qui fournissent traditionnellement une aide, la transition économique de l'Afghanistan devra être conduite principale par le secteur privé. En tant que pays chef de file des mesures de confiance liée aux échanges commerciaux et à l'investissement dans le cadre de la coopération au cœur de l'Asie-le processus d'Istanbul, l'Inde a acquis une certaine expérience dans ce domaine. Un des messages réguliers que nous recevons des entreprises du secteur privé qui envisagent sérieusement d'entrer sur le marché afghan est que, même si la sécurité est un problème qui peut parfois être géré, le fait que l'Afghanistan n'est pas relié à des ports maritimes et aux régions économiques d'Asie connaissant une croissance plus rapide est un obstacle insurmontable. L'Inde a le sentiment qu'assurer l'accès de l'Afghanistan à tous les ports maritimes régionaux existants, mettre au point des accords de transit plus efficaces entre l'Afghanistan et ses voisins immédiats, et appliquer de bonne foi les accords sont des priorités essentielles. L'Inde tient actuellement des discussions avec les Gouvernements afghan et iranien pour envisager des moyens de développer le port de Chabahar en Iran pour appuyer une telle stratégie. Nous pensons que quand ce projet démarrera, il y aura d'importants progrès immédiats pour les activités de reconstruction dans les régions occidentales de l'Afghanistan.

La MANUA a un rôle important à jouer pour appuyer les activités des nouvelles institutions politiques de l'État afghan. Aucune autre organisation ne peut exprimer pleinement la préoccupation de la communauté internationale pour l'Afghanistan et sa vision d'un Afghanistan pacifique, souverain, indépendant et prospère. La MANUA doit cependant aussi se concentrer sur le rôle important qu'elle joue dans la fourniture d'une aide humanitaire et d'une aide au développement utile à l'Afghanistan. La Mission est mieux placée que quiconque pour déployer les ressources professionnelles et physiques nécessaires pour acheminer l'aide humanitaire et l'aide au développement si nécessaires jusque dans les endroits les plus reculés de l'Afghanistan. Il s'agit d'une décennie de la transformation décisive pour l'Afghanistan. Un Afghanistan uni, stable, prospère et indépendant est dans l'intérêt de la région et de la

communauté internationale. L'Inde est déterminée à aider l'Afghanistan à atteindre cet objectif.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Ahmed Khan (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier tous les orateurs pour l'appui et la sympathie qu'ils nous ont exprimés et que nous avons entendus au sujet de la terrible attaque terroriste au Pakistan.

Nous souhaitons la bienvenue au Conseil à M. Haysom en tant que nouveau Représentant spécial du Secrétaire général. Nous le remercions de son exposé. Nous comptons bien travailler avec lui à l'appui de la décennie de la transformation de l'Afghanistan, et je tiens à l'assurer de l'entière coopération du Pakistan. Je remercie également M. Fedotov de son exposé aujourd'hui et, dans le même esprit, nous rendons hommage au précédent Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Ján Kubiš, pour son excellente conduite de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Le Pakistan voudrait remercier l'Ambassadeur Zahir Tanin de sa déclaration de ce matin.

La transition en matière de sécurité en Afghanistan suit son cours. Nous sommes convaincus que l'Accord bilatéral de sécurité conclu avec les États-Unis et la Convention sur le statut des forces conclu avec l'OTAN définiront le cadre juridique pour la poursuite de l'assistance militaire internationale après 2014. L'appui exprimé dans la résolution 2189 (2014) est un autre signe positif. La Force internationale d'assistance à la sécurité achèvera sa mission en Afghanistan dans 13 jours environ. Les forces afghanes assumeront de nouveau l'entière responsabilité de la sécurité dans le pays. La mission « Soutien résolu » sera sur place pour conseiller, former et apporter son appui. Il s'agit de moments historiques et nous nous félicitons de cette transition en douceur.

La visite effectuée récemment par le Président Ashraf Ghani au Pakistan, qui a été précédée par la visite de notre conseiller en matière de sécurité nationale et de politique étrangère et par des contacts de haut niveau dans les domaines civil et militaire, a contribué à un début prometteur – à repartir sur de nouvelles bases, comme l'a indiqué le Secrétaire général. Nous avons pris des mesures pour renforcer notre coopération en matière de sécurité, promouvoir le commerce bilatéral, rationaliser les questions liées au commerce de transit, établir des relations économiques solides et renforcer la coopération économique régionale. Nous nous félicitons de la Conférence ministérielle sur le processus d'Istanbul – au cœur de l'Asie, qui s'est tenue à Beijing. Le Pakistan s'est proposé pour accueillir la cinquième Conférence ministérielle dans le cadre de ce processus.

Je tiens à réitérer que nous appuyons pleinement les travaux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous apprécions à sa juste valeur le rôle qu'elle joue en ce qui concerne les bons offices, le renforcement des capacités et la coordination de l'aide. Nous espérons qu'elle continuera de contribuer à la paix et à la stabilité de l'Afghanistan, qui est notre objectif commun.

Je voudrais également réitérer les propositions soumises par le Premier Ministre Nawaz Sharif à l'examen des partenaires internationaux pendant la Conférence de Londres sur l'Afghanistan. Premièrement, nous devons envoyer un message clair pour ce qui est du renforcement de notre engagement en faveur de l'Afghanistan. Deuxièmement, nous devons contribuer à résoudre la crise budgétaire imminente et fournir une aide financière soutenue tout au long de la décennie de transformation en vue de l'édification d'un Afghanistan sûr et autosuffisant. Troisièmement, nous devons intensifier nos efforts dans la lutte contre la production et le trafic de stupéfiants. Quatrièmement, nous devons appuyer le nouveau Gouvernement s'agissant de son souhait de rapatrier les 5 millions de réfugiés afghans qui vivent à l'étranger, en contribuant à créer les conditions propices à leur réintégration durable. Enfin, nous devons concrétiser la vision de l'Afghanistan en tant que passerelle continentale en appuyant la création de couloirs énergétiques et de communication.

Pour terminer, je voudrais souligner que le terrorisme est notre ennemi commun. Il doit être combattu au moyen d'une action commune, sans aucune distinction.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Eler (Turquie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier M. Nicholas Haysom, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé très détaillé. Tout en remerciant une fois de plus son prédécesseur, M. Ján Kubiš, de ses efforts inlassables et de son dévouement, je voudrais souhaiter à M. Haysom plein succès dans l'exercice de ses fonctions. Le rôle que joue avec efficacité la Mission d'assistance des Nations

Unies en Afghanistan (MANUA) sous sa direction éclairée, demeurera un élément clef de l'appui qui sera apporté au peuple et au Gouvernement afghans durant la période à venir. Je tiens également à remercier M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et l'Ambassadeur Zahir Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, de leurs déclarations.

L'Afghanistan traverse une phase cruciale en ce qui concerne sa transformation sur le plan politique, économique et de la sécurité. En 2014, il y a eu plusieurs événements marquants dans le processus de consolidation de la souveraineté et de l'unité nationale de l'Afghanistan. Dans ce contexte, les résultats de l'élection présidentielle ont été un succès pour tous les Afghans, car elle a démontré leur courage et leur ferme volonté de prendre en mains leur destin. La décision de créer un gouvernement d'union nationale illustre clairement la détermination du peuple afghan dans son ensemble de faire progresser le pays. À notre avis, l'Afghanistan est sorti plus fort de ces expériences. Nous saluons et appuyons le programme robuste lancé par le nouveau Gouvernement afghan, notamment dans les domaines de la gouvernance, de l'état de droit et de la lutte contre la corruption, et ses efforts pour mener à bien un processus de réconciliation dirigé et pris en charge par les Afghans.

Nous nous félicitons de ce que d'ici la fin de l'année, les Forces de sécurité nationale afghanes assumeront l'entière responsabilité de la sécurité de leur peuple et de leur pays. L'année 2015 sera une année cruciale pour consolider les acquis obtenus jusqu'à présent. Par conséquent, il importe au plus haut point de continuer à appuyer le développement des forces de sécurité nationales afghanes et de renforcer la coopération internationale avec l'Afghanistan. La Turquie demeure déterminée à accompagner l'Afghanistan dans ce processus. La visite officielle du Président Recep Tayyip Erdoğan en Afghanistan en octobre 2014, à l'occasion de laquelle les deux pays ont signé un accord de partenariat stratégique et d'amitié, renouvelant l'accord signé précédemment en 1928, est une preuve récente de cet engagement.

L'évolution de la nature et de la portée de la coopération de l'OTAN avec l'Afghanistan durant la période à venir a été décrite durant le Sommet de l'OTAN qui s'est tenu au Pays de Galles en septembre 2014. Nous nous félicitons de la résolution 2189 (2014) qui a été adoptée récemment, portant sur la Mission « Soutien résolu » de l'OTAN, qui offrira une formation, des conseils et un appui aux forces de sécurité nationales afghanes. En plus des contributions annoncées par la Turquie pour le financement des activités des Forces de sécurité nationales afghanes, notre pays assumera la responsabilité de nation-cadre pour Kaboul dans le cadre de la Mission « Soutien résolu ». En outre, la Turquie assumera la responsabilité de l'aéroport international de Kaboul. Il convient de rappeler que M. Ismail Aramaz, Ambassadeur de la République de Turquie en Afghanistan, a été récemment nommé prochain haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan.

Nous déplorons et condamnons vivement les attentats terroristes perpétrés en Afghanistan durant la période considérée, qui ont fait de nombreuses victimes, y compris parmi les civils. Nous sommes confiants que ces attaques ne feront pas échouer les efforts déployés par l'Afghanistan en vue d'une transformation pacifique.

Les acquis engrangés au cours des 13 dernières années dans le pays, y compris dans les domaines de la sécurité, de la démocratie, de la gouvernance, du renforcement des capacités et des institutions, du développement économique et des droits de l'homme, ont jeté de bases solides qui permettront au pays d'entamer la phase suivante. Toutefois, il est crucial que la communauté internationale continue d'apporter son appui pour édifier un Afghanistan pacifique, sûr et stable, à même de répondre aux besoins de son peuple. La Conférence de Londres sur l'Afghanistan, qui s'est tenue le 4 décembre, a été une excellente occasion pour le Gouvernement afghan d'expliquer sa vision en ce qui concerne les réformes et pour la communauté internationale de démontrer sa solidarité et son appui sans faille à l'Afghanistan.

En ce moment critique de la transformation de l'Afghanistan sur le plan politique, économique et de la sécurité, la coopération et le dialogue au sein de la région revêtent encore plus d'importance. Nous saluons tous les efforts en faveur du dialogue et de la coopération, bilatéraux et multilatéraux, visant à promouvoir un environnement propice au renforcement de la coopération régionale. Dans ce contexte, la quatrième Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération sur le processus d'Istanbul, qui s'est tenue à Beijing, a été l'occasion de promouvoir les efforts visant à renforcer la coopération régionale. Comme le rapport du Secrétaire général (S/2014/876) le souligne, l'action que continue de mener le Processus d'Istanbul est en effet encourageant.

La solidarité et l'engagement continu de la communauté internationale renforceront les espoirs du peuple afghan en un avenir radieux. La Turquie continuera de contribuer à l'édification d'un Afghanistan sûr, stable et prospère.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède.

M. Thoresson (Suède) (*parle en anglais*) : La Suède s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observateur de l'Union européenne, mais voudrait saisir cette occasion pour faire quelques observations supplémentaires.

Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2014/876). Je tiens également à souhaiter la bienvenue au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, et à le remercier de son exposé aussi complet que constructif. Nos remerciements vont également à M. Fedotov et à l'Ambassadeur Tanin pour leurs déclarations.

De nombreux résultats ont été obtenus en Afghanistan au fil des 13 dernières années. Le pays revient de loin et les femmes et les hommes afghans peuvent être fiers du chemin parcouru. Cette année, le peuple afghan a fait connaître avec force sa volonté de démocratie en se rendant en très grands nombres aux urnes pour ce qui est devenu la première passation de pouvoir démocratique de l'histoire de l'Afghanistan. Plus d'enfants – et notamment des filles – sont inscrits dans les écoles, et l'accès aux soins de santé a sensiblement augmenté depuis 2001. Depuis cette année, l'Afghanistan assume également l'entière responsabilité de sa propre sécurité.

Malgré ces progrès, la réalité continue de nous rappeler qu'il y a encore beaucoup de travail à faire. Le processus électoral a montré que des améliorations supplémentaires étaient nécessaires pour mieux consolider la démocratie et la gouvernance. La situation des droits de l'homme a encore beaucoup de progrès à faire, en grande partie du fait d'un système judiciaire inefficace. L'Afghanistan est toujours l'un des pires endroits du monde où naître femme. Il est temps que les femmes afghanes se voient donner la possibilité de devenir des membres à part entière de la société.

La production et la contrebande de stupéfiants sont parmi les premiers facteurs du conflit en Afghanistan. La corruption représente un autre obstacle de taille à tous les niveaux de la société. L'état de droit doit être renforcé et il faut en finir avec la culture de l'impunité.

Le Président Ghani Ahmadzai et les autorités afghanes ont fait la preuve de leur forte volonté de changement en présentant un programme de réforme rigoureux et audacieux. Cela s'est clairement manifesté durant la Conférence de Londres organisée avec succès le 4 décembre. La communauté internationale appelle désormais à mettre ces réformes en œuvre avec diligence.

La fin de la violence et du conflit et la mise en place d'un environnement sûr et sans danger sont des conditions préalables indispensables à l'obtention de résultats concrets et durables en matière de développement en Afghanistan. Cela doit être accompli par le biais d'un processus de paix et de réconciliation sans exclusive. Il faudra consentir de gros efforts pour faire en sorte qu'un tel processus puisse s'implanter. Il doit être dirigé et pris en main par les Afghans, mais la communauté internationale doit se tenir prête à lui apporter son assistance.

La Suède estime que la coopération régionale et la participation constructive des voisins de l'Afghanistan sont impératives pour créer un environnement propice à la paix et au développement. Nous saluons les intentions exprimées par les autorités afghanes et les mesures qu'elles ont prises pour resserrer les liens avec leurs voisins. Si l'on en juge par la Conférence ministérielle « Au cœur de l'Asie »/Processus d'Istanbul, qui s'est récemment tenue à Beijing, il semble désormais envisageable de consolider les fondations d'une véritable coopération régionale.

Depuis plus de 30 ans, la Suède apporte une assistance à l'Afghanistan, sous une forme ou sous une autre. Aujourd'hui, l'Afghanistan est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide au développement suédoise. Alors que nous approchons de la décennie de la transformation, notre attention se porte de plus en plus sur les questions relatives aux civils. Lors de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, nous avons réaffirmé notre appui de long terme, tel qu'évoqué dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. Au cours des 10 prochaines années, la Suède se tient prête à contribuer à l'assistance au développement, à hauteur d'un montant indicatif de 1 à 1,2 milliard de dollars.

Cette année, la Suède a également élaboré une nouvelle stratégie de développement pour la période allant jusqu'à 2019. Notre accent portera principalement sur le renforcement de la capacité de l'Afghanistan à améliorer son économie, à renforcer sa gouvernance démocratique, à promouvoir l'égalité et à améliorer la

situation des droits de l'homme, en particulier pour les femmes et les enfants.

Au fil des années, la Suède a apporté une contribution considérable à la Force internationale d'assistance à la sécurité. En faisant fond sur ces efforts, nous voulons également participer à la mission Soutien résolu, qui sera lancée le 1er janvier 2015.

La Suède tient à exprimer son plein appui au rôle important joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan comme par tous les organismes des Nations Unies pour soutenir le peuple afghan et coordonner l'assistance apportée par la communauté internationale. Au-delà de 2014, la présence de l'ONU en Afghanistan gagnera encore en importance.

Si nous nourrissons le fervent espoir que le Gouvernement afghan honorera ses engagements de réforme, cet espoir n'a rien de comparable avec l'ampleur des appels à l'amélioration que lancent les hommes et les femmes afghans. Il est grand temps maintenant d'obtenir des résultats et la Suède est prête à jouer son rôle à cet égard. Nous attendons avec intérêt de poursuivre notre coopération avec le nouveau Gouvernement afghan, à l'orée de la décennie de la transformation.

Le Président : Je donne maintenant la parole au Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne, S. E. M. Ioannis Vrailas.

M. Vrailas (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

L'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport très complet (S/2014/876), le Représentant spécial Haysom et le Directeur exécutif Fedotov de leurs exposés, et l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Je voudrais à mon tour exprimer mes sincères condoléances à nos collègues pakistanais, au Gouvernement pakistanais et aux familles des victimes de l'abjecte attaque qui a frappé l'école militaire de Peshawar, qui nous a tous choqués. L'Union européenne reste pleinement déterminée à lutter contre la menace que fait peser le terrorisme et est prête à apporter son assistance au Gouvernement pakistanais.

La récente Conférence de Londres sur l'Afghanistan nous a montré que la communauté internationale reste résolue à aider le Gouvernement et le peuple afghans. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les organismes des Nations Unies conservent une importance critique pour la coordination et l'acheminement efficaces de l'assistance internationale à l'Afghanistan. Le rôle de l'ONU sera encore plus important dans les années à venir pour renforcer les capacités afghanes et appuyer ainsi une administration efficace et responsable dans tout le pays, à mesure que la présence internationale diminue.

L'Union européenne est convaincue que l'heure est venue de donner une nouvelle forme à la relation qui unit la communauté internationale et l'Afghanistan. Les Afghans ont progressivement assumé la responsabilité principale de tous les secteurs du pays et ont affiché leur disposition croissante à coopérer au niveau régional. L'Union européenne et ses États membres ont déjà fait part de leur intention de modifier leur façon de procéder en Afghanistan. Notre nouvelle stratégie accentue l'appui au développement des institutions propres à l'Afghanistan – institutions critiques pour faire en sorte que l'implication internationale laisse en héritage un Afghanistan qui soit à même de tenir debout et qui permette à sa population de vivre dans la paix et la prospérité auxquelles elle aspire légitimement.

La Conférence de Londres a été l'occasion de connaître les projets que le Gouvernement d'union nationale a pour continuer sur la voie du progrès et d'une autosuffisance croissante. L'Union européenne considère que la vision présentée dans le programme de réforme intitulé « Atteinte de l'autonomie » peut être à la base d'un regain de progrès en Afghanistan. Parallèlement, il est critique que des efforts soient consentis pour favoriser les progrès sur la voie de la paix et de la réconciliation. Il est impératif désormais que le Président Ghani Ahmadzai et le Chef de l'exécutif, M. Abdullah, nomment un nouveau gouvernement dans les plus brefs délais. L'une des tâches que devront accomplir ces ministres sera d'étayer les plans présentés dans le cadre de la vision de l'État pour mettre en place des consultations avec les Afghans et la communauté internationale, en amont de la réunion de hauts responsables du Processus d'Istanbul prévue à Kaboul en 2015.

S'agissant de la réunion susmentionnée, l'Union européenne souhaite mettre en exergue trois domaines

auxquels il serait judicieux d'accorder une attention particulière.

Premièrement, concernant la justice et l'état de droit, et bien que nous ayons conscience des difficultés que cela présente, nous pensons qu'il est vital que les Afghans voient s'élaborer un système dans lequel tous seraient égaux en droit. La clef, pour garantir une égalité plus effective des femmes en Afghanistan, n'est pas simplement d'adopter davantage de lois affirmant qu'elles sont traitées sur un pied d'égalité, mais d'appliquer systématiquement les lois déjà en vigueur. Certaines nominations importantes ont déjà été annoncées. À présent, toutefois, l'Afghanistan a besoin de consentir un effort concerté pour lancer une réforme de tout le système judiciaire.

Deuxièmement, les Afghans doivent se voir donner les moyens de faire en sorte que leur gouvernement leur rende des comptes, et ce, à tous les échelons. Cela exige un programme d'amélioration de la gouvernance sous-nationale, en transférant les pouvoirs et les ressources décisionnaires du niveau national à celui des provinces, du niveau des provinces à celui des districts, et du niveau des districts à celui des communautés.

Troisièmement, les Afghans doivent être assurés que leur sécurité sera préservée. Des progrès supplémentaires seront tributaires de la poursuite du renforcement des capacités nécessaires pour régler les difficultés restantes sur le plan de la sécurité. Le relèvement économique durable de l'Afghanistan dépend en grande partie de la sécurité et de la stabilité de l'Afghanistan, ainsi que d'un environnement régional stable et favorable. À cet égard, nous tenons à souligner l'importance de la mission Soutien résolu, qui vise à former, conseiller et aider les Forces nationales de sécurité afghanes, à la demande de l'Afghanistan.

Pour terminer, ces changements, ainsi que ceux qui ont été présentés plus en détail dans le document fourni par le Gouvernement afghan, peuvent contribuer aux changements réels que nous voulons tous voir advenir. Les Afghans eux-mêmes sont véritablement ceux qui prennent les décisions et définissent leur destinée.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Okamura (Japon) (*parle en anglais*) : Pour économiser du temps, je donnerai ici une version abrégée de ma déclaration, dont le texte in extenso sera distribué par le Secrétariat.

Mais en premier lieu, toutefois, j'aimerais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. J'aimerais également remercier de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Nicholas Haysom, que le Japon félicite chaleureusement de sa récente nomination au poste de Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), ainsi que ses adjoints, M. Mark Bowen et M. Tadamichi Yamamoto. Nous nous réjouissons à la perspective de voir la MANUA poursuivre l'important rôle que constitue la fourniture d'une aide internationale à l'Afghanistan sur son chemin vers l'autonomie. J'aimerais également remercier le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M. Yury Fedotov, de son exposé et l'Ambassadeur Zahir Tanin de sa déclaration.

L'Afghanistan se trouve à un tournant critique. Sous la direction du Président Ashraf Ghani et du chef de l'exécutif, M. Abdullah Abdullah, le nouveau Gouvernement doit maintenant s'atteler à relever de nombreux défis. Dans le domaine de la sécurité, le retrait à la fin de cette année de la Force internationale d'assistance à la sécurité marquera un tournant dans le cheminement de l'Afghanistan vers l'autonomie. Le peuple afghan doit avoir conscience de la nécessité de prendre les choses en main et de prendre en charge sa propre sécurité, dont les forces nationales afghanes de défense et de sécurité doivent maintenant assumer la pleine responsabilité.

L'avenir de l'Afghanistan est maintenant dans les mains du peuple afghan lui-même. Le Japon considère par conséquent comme très importants cette prise en charge et les efforts que fait la population pour s'aider elle-même. La décennie de transformation de 2015 à 2024 offre à l'Afghanistan une occasion historique de définir lui-même un avenir autonome. Le Japon est prêt à apporter son appui au peuple afghan dans la mesure où il œuvre lui-même avec sérieux à un avenir meilleur. Nous soulignons également la dimension de la sécurité humaine en ce qui concerne l'accent mis sur l'épanouissement et l'émancipation des individus. Nous avons la conviction que les citoyens afghans ordinaires aspirent à une vie pacifique et prospère auprès de leur famille et de leurs amis. Cette aspiration est ce qui constitue le moteur de la paix et de la stabilité, et c'est de ce point de vue que le Japon s'est engagé activement dans le processus de reconstruction du pays. J'aimerais aborder deux points qui sont, dans le cadre de l'aide apportée par le Japon, prioritaires.

Le premier point concerne l'ordre public. D'expérience, pour avoir travaillé dans des pays sortant d'un conflit, je sais combien l'ordre public est capital pour la reconstruction des collectivités locales, lorsque les populations locales doivent assumer au premier chef la responsabilité de la communauté. Il est par conséquent essentiel que le peuple afghan s'autonomise et soit capable d'assurer lui-même l'ordre public et la sécurité. C'est la raison pour laquelle le Japon s'est employé à appuyer le renforcement des capacités afghanes de maintien de l'ordre. Par notre contribution au Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan du Programme des Nations Unies pour le développement, qui s'élève au total à 1 milliard de dollars, nous avons aidé à doubler le nombre de policiers afghans entre 2008 et 2012. Nous avons également mis en œuvre de nombreux programmes de renforcement des capacités, en fournissant par exemple une aide financière et technique dans le cadre d'un programme de formation de quatre mois destiné à quelque 200 femmes afghanes officiers de police qui est en cours en Turquie depuis le mois dernier.

Mon second point concerne le développement durable. Nous estimons que la réduction de la pauvreté et une croissance durable sont essentielles à l'autonomisation de la population. Une économie saine et prospère permet de combattre les causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme. À cet égard, nous aimerions souligner l'importance stratégique, du point de vue de la sécurité humaine, de l'agriculture. Près de 80 % de la population afghane vit de l'agriculture, secteur offrant le plus grand potentiel de création d'emplois dans le pays. La présence d'agriculteurs afghans autonomes servira d'assise à des collectivités locales fortes et résilientes, ce qui est l'objectif du Japon. Étant donné le grand potentiel que représente la riziculture pour l'économie de l'Afghanistan, nos projets d'aide comportent notamment une assistance en matière de recherche-développement dans le domaine de la riziculture et de l'amélioration des installations d'irrigation. Le Japon a également apporté récemment sa contribution dans le domaine de la médecine vétérinaire en versant 19 millions de dollars par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture afin d'aider à endiguer la maladie de la fièvre aphteuse.

En outre, j'aimerais faire observer que le développement des infrastructures fondamentales est également un facteur essentiel du développement durable. Les infrastructures relient les gens et permettent l'expansion du commerce et des investissements. Nous avons aidé à construire et améliorer des routes, comme la route, par exemple, qui relie Kaboul à Kandahar, ainsi que des aéroports, notamment l'aéroport international de Kaboul et l'aéroport de Bamiyan. L'accent mis par le nouveau Gouvernement sur l'amélioration de la connexité entre l'Afghanistan et sa périphérie témoigne une fois de plus de la pertinence de notre démarche. Nous espérons que l'appui du Japon permettra notablement de redonner vie aux collectivités locales et de réintégrer l'Afghanistan dans l'économie régionale et mondiale.

Pour terminer, j'aimerais souligner l'importance d'un solide partenariat entre l'Afghanistan et la communauté internationale. La Conférence de Londres sur l'Afghanistan a offert une occasion précieuse de réaffirmer le lien étroit qui nous unit. Le Japon se félicite de ce que la plupart des participants, Afghans comme partenaires internationaux, aient réaffirmé leurs engagements à l'égard du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo. Depuis 2012, le Japon, deuxième fournisseur d'aide à l'Afghanistan, a déjà décaissé plus de 2 milliards de dollars sur les 3 milliards de dollars auxquels il s'était engagé. Étant entendu que le nouveau Gouvernement afghan respecte les engagements qu'il a pris au titre du Cadre, nous honorerons le nôtre. Alors que l'Afghanistan opère sa transition cruciale vers la paix et la prospérité, le Japon reste déterminé à l'y aider, en coopération avec la communauté internationale.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Espagne.

M. Oyarzun Marchesi (Espagne) (*parle en espagnol*) : À l'instar de mon prédécesseur, l'Ambassadeur du Japon, je présenterai une version abrégée de ma déclaration, dont le texte complet sera mis en ligne sur la page Web de notre Mission.

J'aimerais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, ainsi que mon cher ami l'Ambassadeur Tanin de leurs déclarations et je souscris, bien sûr, à la déclaration prononcée par la délégation de l'Union européenne.

Je structurerai mon intervention en quatre parties. J'aborderai, en premier lieu, l'Afghanistan du point de vue espagnol : en quoi consiste l'engagement de l'Espagne en Afghanistan? En second lieu, je ferai quelques commentaires sur la situation interne en Afghanistan. En troisième lieu, je parlerai du point de vue international pour terminer par une condamnation catégorique du terrorisme.

En ce qui concerne les relations entre l'Espagne et l'Afghanistan, deux événements très importants se sont produits dans mon pays ces derniers jours. Premièrement, la Vice-Présidente du Gouvernement espagnol, M[me] Soraya Sáenz de Santamaria, a décidé de se rendre en Afghanistan pour rencontrer les contingents espagnols présents dans le pays et saluer les autorités afghanes. Ce geste revêt une portée très importante.

Deuxièmement, vendredi dernier, le Conseil des ministres a décidé que l'Espagne participera à la nouvelle mission de l'OTAN, Soutien résolu, conformément à la résolution 2189 (2014) du Conseil de sécurité. Il est prévu que la Chambre des députés entérine cette décision dans les prochains jours.

Pour ce qui est de la situation en Afghanistan, nous avons déjà évoqué en de nombreuses occasions, dans cette salle, les élections qui se sont tenues récemment, l'importante avancée qu'elles ont représentée, la participation des femmes à celles-ci et les résultats auxquels elles ont abouti. Aujourd'hui un nouveau défi majeur se pose : la formation complète du Gouvernement. C'est là une étape urgente et absolument fondamentale.

Sur le plan international, la Conférence de Londres vient d'avoir lieu et à cette occasion le programme de réformes présenté par le Gouvernement afghan a reçu un accueil chaleureux. Les priorités définies par le Président Ghani sont l'outil de travail entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale, et je voudrais mettre l'accent sur deux d'entre elles, qui revêtent, à nos yeux, une importance particulière. La première est l'appui aux efforts en faveur de l'état de droit, et la seconde, la poursuite des progrès concernant les droits des femmes et des filles.

Je saisis également cette occasion pour insister sur l'importance de la conférence ministérielle de Beijing et souligner l'appui résolu de l'Espagne au Processus d'Istanbul, puisque, comme les membres le savent, l'Espagne fait partie du groupe d'appui à ce processus.

Enfin, je voudrais condamner et rejeter dans les termes les plus forts les récents attentats perpétrés en Afghanistan et au Pakistan. Ces actes sont le visage le plus laid et le plus triste que nous donne à voir l'humanité.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Rishchynski (Canada) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, de cette occasion de prendre la parole.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Au cours de l'année écoulée, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a aidé à soutenir le processus électoral en Afghanistan. Avec l'ensemble du système des Nations Unies, elle continuera à jouer un rôle clef alors que l'Afghanistan progresse sur la voie de sa transformation.

La formation du Gouvernement d'union nationale, premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir de l'histoire afghane contemporaine, constitue un jalon historique et une étape marquante tant pour le peuple afghan que pour la communauté internationale. Le Canada trouve encourageant les résultats obtenus par le nouveau Gouvernement au cours de ses premiers mois. Le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, ont opté pour la coopération et des progrès ont été réalisés qui mèneront à la stabilité future du pays.

La poursuite de cette coopération continue qui débouche sur des résultats concrets sera essentielle pour relever les défis à venir. Au coeur de cet effort, le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, doivent assurer ensemble l'application effective de réformes capitales visant à réduire la pauvreté, à renforcer l'économie, à améliorer la gouvernance, à éliminer la corruption, à protéger les droits de la personne, en particulier les droits des femmes, de même qu'à accroître la participation de la population à la vie politique et à la société, en particulier celle des femmes et des minorités. Plus tôt le Gouvernement d'union nationale formera son cabinet, plus il sera à même de passer à l'action face à tous ces défis.

Je puis assurer le Conseil que l'Afghanistan ne sera pas seul face à ces tâches. Depuis 2001, le Canada l'a épaulé : nos soldats sont allés se battre, au sacrifice de leur vie, pour la sécurité et la liberté du peuple afghan; nous avons appuyé le développement des processus constitutionnels et démocratiques, et nous avons financé des programmes qui ont amélioré la vie des Afghans ordinaires, surtout celle des femmes et des enfants.

Nous demeurons résolus à poursuivre ces objectifs. Le Canada fournira 330 millions de dollars en trois ans, à partir de 2015, pour aider à soutenir les forces nationales de sécurité afghanes et favoriser ainsi la progression du pays vers la stabilité et la

sécurité. L'Afghanistan demeure un pays cible du Gouvernement canadien en ce qui concerne les efforts de développement international et, entre 2014 et 2017, nous investirons 227 millions de dollars dans l'avenir de la jeunesse et des enfants afghans. Nous verrons à consolider et à faire progresser les acquis dans le domaine de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants. Nous apporterons une contribution pour procurer une éducation aux enfants et aux jeunes, pour stimuler la participation des femmes à la vie civile et politique, pour faire valoir leurs droits et les amener à l'autonomisation économique. Nous voulons exprimer notre confiance dans le programme de réformes du Président Ghani en investissant 20 millions pour aider le Gouvernement à combler son déficit budgétaire, soit 10 millions de fonds nouveaux et 10 millions qui ont été réalloués du Fonds d'affection spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan de la Banque mondiale.

Nous sommes conscients que la présence internationale en Afghanistan ne sera plus la même en 2015. Le Canada se félicite de l'adoption de la résolution 2189 (2014) qui reconnaît l'importance de la mission Soutien résolu dirigée par l'OTAN, mission qui, à partir de 2015, fournira formation, conseils et soutien au Gouvernement afghan. Nous accueillons favorablement la réaffirmation par le Gouvernement afghan de son engagement pris en faveur du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, établi à la Conférence de Tokyo en 2012. Nous nous réjouissons également du consensus auquel l'Afghanistan est parvenu avec la communauté internationale au sujet du processus de mise à jour de ce cadre lors de la réunion des hauts responsables l'an prochain, sur la base du programme de réformes et des priorités du Gouvernement afghan.

(*l'orateur reprend en français*)

En attendant, les partenaires régionaux de l'Afghanistan doivent continuer à travailler ensemble pour gérer les défis qui se posent aux chapitres de la sécurité et du développement, à partir des cadres établis et conformément au droit international. Quand des États font fi du droit international en annexant des territoires d'autres États ou en y intervenant illégalement, nous souffrons tous des effets des conflits et de l'instabilité qui en résultent. Un ordre international fondé sur les règles de droit profite à tous. Sans cela, c'est le chaos qui s'installe. Il incombe à chaque État Membre de respecter le droit international et, en conséquence, de faire échec aux groupes terroristes et militants, tout en veillant à ce que son propre territoire ne leur serve pas de base d'opération.

Qu'il me soit permis d'insister sur ce point. On ne saurait faire la distinction entre un bon et un mauvais terroriste : le terrorisme est intrinsèquement maléfique. Par conséquent, il ne peut avoir de rôle dans la conduite des relations internationales. Les groupes terroristes ont peut-être terni l'histoire récente de l'Afghanistan, mais nous sommes bien résolus à faire en sorte qu'ils ne décident pas de son avenir. La population afghane a clairement exprimé son désir de vivre dans un pays pacifique et démocratique. Le Canada continue de l'appuyer en ce sens et il collaborera avec le Gouvernement afghan et la communauté internationale pour relever les nombreux défis qui demeurent.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Thoms (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Nicholas Haysom, de son exposé d'aujourd'hui et de son excellent travail. Nous saluons ses débuts très réussis à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je remercie également le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M. Yury Fedotov, de son exposé.

L'Allemagne s'associe à la déclaration faite tout à l'heure par l'observateur de l'Union européenne.

Le présent débat intervient à un moment crucial pour l'Afghanistan et ses amis et partenaires internationaux. Depuis notre dernier débat en septembre (voir S/PV.7035), l'Afghanistan a connu le premier changement démocratique de gouvernement de sa longue et souvent douloureuse histoire. Le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, ont formé un Gouvernement d'union nationale dont l'ambition est d'édifier un pays stable, prospère, démocratique et dont personne n'est exclu. Nous sommes intimement convaincus que ces objectifs servent effectivement les intérêts de tous les Afghans et nous les appuyons donc sans réserve.

Dans quelques jours, la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN prendra fin. L'Afghanistan sera alors pleinement responsable de sa sécurité interne et nationale. Bien entendu, il y a toujours des sceptiques. Ils se demandent si l'Afghanistan sera à la hauteur de cette tâche. Alors que nous sommes préoccupés par la récente

multiplication des actes terroristes à Kaboul, nous continuons de penser que, dans l'ensemble, les forces de sécurité afghanes elles-mêmes ont déjà répondu à cette question. Ces derniers mois, elles étaient aux premières lignes et cet été, elles ont facilité le bon déroulement des deux tours de l'élection présidentielle.

Malgré ces résultats remarquables, nous convenons avec le Représentant spécial Haysom que les progrès réalisés sont encore fragiles. À partir de janvier 2015, sur l'invitation du Gouvernement afghan, l'OTAN et ses partenaires continueront donc de former et d'aider les forces de sécurité afghanes dans le cadre de la mission Soutien résolu. Aujourd'hui, en fait il y a 10 minutes à peine, le Parlement allemand a approuvé notre propre contribution importante à cette mission. Nous allons fournir jusqu'à 850 soldats, qui seront basés à Mazar-e-Charif et Kaboul, ce qui fait de l'Allemagne le deuxième fournisseur de contingents à Soutien résolu. À cet égard, je tiens à saluer les membres du Conseil de sécurité, et en particulier l'Australie, qui est la plume du Conseil sur la question de l'Afghanistan, de l'adoption récente de la résolution 2189 (2014) qui porte création de cette mission. La résolution envoie le message politique clair que la communauté internationale continue de se tenir aux côtés de l'Afghanistan et est attachée à sa stabilité et à sa sécurité, même au-delà de 2014.

La stabilité future de l'Afghanistan exige que l'assistance civile internationale ne s'arrête pas brusquement. C'est pourquoi, à la Conférence de Londres du 4 décembre, l'Allemagne a renouvelé son engagement en faveur d'une assistance civile importante – 430 millions d'euros par an – jusqu'à 2016.

Cette promesse repose sur la base des contreparties et du programme de réformes ambitieux et réfléchi que le Président Ghani et le chef de l'exécutif, M. Abdullah, ont présentés à Londres et lors de réunions avec la Chancelière Merkel et le Ministre des affaires étrangères, M. Steinmeier, le 5 décembre à Berlin. Nous nous félicitons de la volonté manifeste des deux dirigeants de lutter contre la corruption, de protéger les droits de l'homme, de renforcer le rôle des femmes, de mobiliser le secteur privé et de stabiliser la situation financière inquiétante du pays. La formation rapide d'un cabinet composé de ministres choisis pour leur compétence sera d'une importance clef. À cet égard, nous continuons également à appuyer avec force la MANUA et tous les organismes des Nations Unies qui aident le peuple afghan et coordonnent l'assistance de la communauté internationale. Nous jugeons important que la MANUA maintienne sa présence, non seulement à Kaboul, mais dans le reste du pays également.

Tout en contemplant les défis qui, à coup sûr, attendent l'Afghanistan, nous ne devons pas oublier ce que nous avons accompli depuis la chute du régime des Taliban. L'espérance de vie est passée de 45 à 60 ans. Les taux de mortalité infantile et maternelle ont énormément baissé. De plus en plus de filles sont scolarisées. Quelque 200 000 étudiants sont inscrits dans les universités afghanes. Des routes ont été construites et toutes les grandes villes ont l'eau et l'électricité. Ce sont là des progrès bien réels.

Mais surtout, l'Afghanistan a mis sur pied une société civile énergique qui n'acceptera pas de perdre des libertés et des droits si durement acquis. Nous nous devons de continuer à aider ces Afghans, hommes et femmes courageux, et de nous engager à leurs côtés. L'Allemagne continuera de soutenir le peuple et le Gouvernement afghans dans ce nouveau chapitre de leur histoire.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

M. Ružička (Slovaquie) (*parle en anglais*) : La Slovaquie tient d'emblée à s'associer à la déclaration prononcée plus tôt par le représentant de l'Union européenne.

Je remercie le Secrétaire général pour son rapport très complet (S/2014/876). Je salue et remercie également le Représentant spécial, M. Haysom, pour son exposé, et lui souhaite plein succès dans ses entreprises, car la tâche à accomplir reste énorme. La Slovaquie continuera d'assurer son plein appui à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous nous devons, bien sûr, de remercier l'Ambassadeur Tanin des efforts qu'il déploie et de la déclaration qu'il a faite. Je remercie également M. Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Le travail réalisé par la MANUA ces dernières années a été remarquable. Son rôle, dans les années à venir, sera tout aussi important pour aider le Gouvernement afghan à mettre en place des réformes et à instaurer la bonne gouvernance. Les engagements pris à Londres début décembre nous encouragent à poursuivre nos efforts, inspirés comme nous le sommes par l'esprit d'ouverture et d'unité politique. À cet égard, nous invitons le Gouvernement afghan à continuer d'établir des contacts avec tous les acteurs politiques légitimes du pays.

Si le Président Ghani et le Chef de l'exécutif, M. Abdullah, concrétisent leur vision au travers de la formation d'un nouveau cabinet, la MANUA et la communauté internationale dans son ensemble sont prêtes à les aider de leur expérience dans cette transition. Nous insistons sur la nécessité de procéder à des réformes, notamment dans les domaines de la justice, du renforcement des institutions et de la législation. L'élargissement des principes de l'état de droit à tous les niveaux horizontaux de la gouvernance sera d'une importance cruciale. Les principes susmentionnés doivent être incorporés dans la révision prévue des lois électorales.

Les conditions de base préalables au développement de tout pays sont la sûreté, la sécurité et la stabilité. C'est pourquoi la Slovaquie se félicite de la décision unanime prise par le Conseil de sécurité d'adopter la résolution 2189 (2014) qui se félicite notamment que l'OTAN et l'Afghanistan soient convenus de créer la mission non militaire Soutien résolu pour après 2014. À cet égard, j'ai l'honneur d'informer le Conseil que le 10 décembre, le Gouvernement slovaque a autorisé ses contingents à servir dans la mission Soutien résolu en Afghanistan à partir du 1er janvier 2015. La Slovaquie assurera également un appui financier aux forces nationales de sécurité afghanes. Cette contribution est tout à fait conforme à nos engagements à long terme et à notre esprit de coopération avec le Gouvernement afghan. La Slovaquie reste active dans le domaine de l'aide au développement, qui reste l'une de nos priorités en matière d'aide publique au développement. Je crois que nous pouvons tous travailler ensemble et souhaiter plein succès au peuple afghan dans ses futures entreprises.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Finlande.

M. Sauer (Finlande) (*parle en anglais*) : La Finlande s'associe à la déclaration faite plus tôt par le représentant de l'Union européenne.

Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Haysom, pour son exposé, ainsi que le Secrétaire général pour son rapport contenant une analyse globale et réaliste de la situation en Afghanistan (S/2014/876). Je tiens également à remercier M. Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de son exposé, ainsi que mon collègue, l'Ambassadeur Tanin, de sa déclaration.

Notre objectif commun est un Afghanistan autonome à même de façonner son propre avenir sur la base d'une transition réussie. Cela exige des efforts accrus, une coopération et un travail acharné. La coopération régionale pour la promotion de la sécurité et du développement est d'une importance capitale pour l'édification d'un avenir pacifique et prospère. Je voudrais donc rappeler l'importance et les responsabilités des pays voisins et des partenaires régionaux à cet égard.

L'Organisation des Nations Unies restera un partenaire essentiel de l'Afghanistan après la période de transition. La plus grande mission politique spéciale des Nations Unies, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, joue un rôle capital dans la promotion des droits et la coordination de l'assistance internationale. Pour qu'elle puisse continuer à s'acquitter effectivement de son mandat à l'avenir, il faudra que des ressources suffisantes lui soient garanties.

Depuis 2001, l'Afghanistan a accompli de réels progrès dans l'édification de la nation, la croissance économique, l'amélioration de la santé et de l'éducation, et la reconstruction des infrastructures. Toutefois, la sécurité, la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et la prestation de services continuent de se heurter à des difficultés considérables. Comme nous le savons tous, ces problèmes sont interdépendants. Le développement post-transition dépendra des réformes introduites dans les principaux secteurs. L'appropriation des politiques par l'Afghanistan demeure la pierre angulaire du soutien apporté par la Finlande. C'est pourquoi nous accueillions avec satisfaction le document du Gouvernement d'union nationale intitulé « Atteinte de l'autonomie – adhésion à la réforme et à un nouveau partenariat », qui définit une vision claire de l'avenir.

Les progrès durables en Afghanistan ne se limitent pas à convaincre la communauté internationale. Il s'agit d'abord et avant tout de convaincre le peuple afghan, tout le peuple, hommes et femmes. Il s'agit de rétablir leur confiance dans leur gouvernement et de leur offrir un avenir. La participation pleine et à part entière des femmes à tous les niveaux de la société n'est pas seulement une condition préalable à la démocratie et aux droits de l'homme, c'est aussi la clef de la réussite économique et de la stabilité sociale. Les femmes afghanes doivent jouer un rôle de premier plan dans la société. Nous nous félicitons du leadership du Président Ghani et du Chef de l'exécutif, M. Abdullah, à cet égard et les encourageons à poursuivre sur cette voie.

Nous voudrions saisir cette occasion pour féliciter l'Afghanistan d'avoir fait montre d'un sens remarquable d'appropriation dans l'élaboration d'un plan d'action national sur la résolution 1325 (2000) par le biais de consultations tenues dans l'ensemble du pays par les Afghans eux-mêmes. Ce plan d'action national qui sera bientôt lancé est de toute évidence un produit afghan. Depuis plusieurs années, la Finlande a apporté son appui à ce processus en Afghanistan, et nous comptons maintenir notre appui et continuer d'en respecter la mise en œuvre par les Afghans eux-mêmes.

Au cours des 13 dernières années, la Finlande a contribué à la reconstruction et à la stabilisation de l'Afghanistan par le biais de notre participation à la Force internationale d'assistance à la sécurité et de différentes formes de gestion des crises civiles. Notre aide humanitaire et au développement dépasse 220 millions d'euros. Notre appui annuel est à l'heure actuelle de 30 millions d'euros. Nous sommes disposés à poursuivre cette assistance à long terme et à la maintenir au même niveau. Nous nous apprêtons aussi à participer avec quelque 80 soldats à la mission « Soutien résolu », ce dont s'est félicité le Conseil de sécurité le 12 décembre. Le Parlement finlandais a approuvé le document officieux du Gouvernement sur l'Afghanistan précisant notre future contribution.

Tandis que le processus de transition tire à a fin, il importe que la communauté internationale maintienne son appui à l'Afghanistan et à son peuple. J'assure le Conseil que la Finlande est prête à faire sa part.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Lambertini (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie fait sienne la position exprimée par l'Observateur de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques observations à titre national.

Tout d'abord, je voudrais remercier la présidence tchadienne d'avoir convoqué le présent débat, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan de son exposé, et l'Ambassadeur Tanin de sa déclaration.

Il y a à peine trois mois, l'issue incertaine des élections en Afghanistan, avec le processus de transition tirant à sa fin, était source de vive préoccupation pour le pays et pour l'ensemble de la communauté internationale. Aujourd'hui, nous sommes heureux de voir que cette délicate situation s'est réglée de façon positive, avec l'installation d'un nouveau Président de la République et la formation d'un Gouvernement d'union nationale. Je voudrais souligner le ferme engagement de la nouvelle direction afghane – en particulier du Président Ghani et du chef de l'exécutif, M. Abdullah – et les efforts qu'elle a déployés pour répondre aux attentes et aux aspirations de la majorité écrasante de la population afghane à un avenir de paix, de stabilité et de développement. Je voudrais aussi exprimer ma sincère gratitude à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et aux États-Unis pour leurs activités de ces derniers mois visant à faciliter un accord entre les deux anciens candidats à la présidence du pays.

Le nouveau Gouvernement afghan a déjà pris d'encourageantes décisions aux niveaux national, régional et international. Nous formons l'espoir que cette approche positive se poursuivra et que l'intérêt de l'unité nationale l'emportera. Nous sommes tous conscients des graves défis auxquels font face aujourd'hui l'Afghanistan et ses nouvelles autorités, à commencer par la sécurité, menacée par une nouvelle vague d'attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes, dont des civils non armés. Nous condamnons ces attaques dans les termes les plus fermes. C'est pourquoi nous nous félicitons de la signature immédiate par le nouveau Gouvernement afghan de l'Accord de sécurité bilatérale et de la Convention sur le statut des forces de l'OTAN, qui ont été ensuite ratifiés par le Parlement afghan. Ces instruments représentent la base juridique de la prochaine mission, « Soutien résolu », qui commencera après l'achèvement du processus de transition.

Le lancement de la mission « Soutien résolu » confirme la volonté des pays fournisseurs, notamment l'Italie en tant que nation-cadre, de maintenir leur appui à l'Afghanistan aux fins de consolider la paix et la sécurité. Ils œuvreront de concert avec le Gouvernement afghan et en coordination avec l'Organisation des Nations Unies pour aider les Forces nationales de sécurité afghanes et les appuyer dans l'accomplissement de leurs tâches. L'appui de l'Italie dans le domaine de la sécurité n'est qu'un aspect de notre engagement à long terme en Afghanistan, que nous avons réaffirmé à maintes occasions, notamment ici et tout dernièrement à la Conférence de Londres. Londres aura été un important événement qui a vu la communauté internationale et ses membres réaffirmer leur solidarité avec l'Afghanistan et leur soutien au nouveau Gouvernement sur la base des principes du Cadre de responsabilité mutuelle établi à la Conférence de Tokyo, à savoir l'engagement mutuel, la fixation de conditions et la responsabilité

de l'Afghanistan, inspirés par la collaboration avec les pays donateurs.

Voilà pourquoi nous saluons et appuyons le programme de réforme présenté à Londres par le Gouvernement afghan dans les domaines de la lutte contre la corruption, la promotion des droits humains – où nous pensons qu'il faut réserver une attention particulière aux femmes –, le renforcement de l'état de droit, la réforme des systèmes électoral et judiciaire, et l'amélioration des conditions offertes aux entreprises pour attirer les investisseurs. Le programme vise à avancer concrètement dans ces domaines et à permettre à l'Afghanistan de renforcer sa capacité en matière de développement et de devenir auto-suffisant.

L'Italie restera aux côtés de l'Afghanistan et continuera de fournir une assistance, dans le cadre de notre coopération civile qui dure depuis plusieurs décennies.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Dehghani (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur, d'avoir organisé la présente séance sur la situation en Afghanistan. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à M. Nicholas Haysom, nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et lui souhaiter plein succès dans ses nouvelles fonctions. Je le remercie aussi de son exposé.

La République islamique d'Iran, du fait de ses étroits liens culturels et historiques avec l'Afghanistan et en tant que voisin, est effectivement impatiente de voir un Afghanistan pacifique et prospère. Notre politique a été et continuera d'être une politique de soutien à la paix, à la stabilité, à la sécurité et au développement socioéconomique en Afghanistan, car nous considérons qu'assurer la sécurité en Afghanistan revient à assurer la sécurité le long de nos frontières et dans notre région. Nous comptons fermement maintenir et élargir notre relation avec l'Afghanistan, ancrée dans l'amitié, le bon voisinage, les intérêts et l'entente mutuels.

L'Iran s'est déjà félicité de la formation d'un Gouvernement d'union nationale, dirigé par S. E. M. Ashrah Ghani en tant que Président et S. E. M. Abdullah en tant que chef de l'exécutif, et s'est engagé à appuyer et à coopérer avec ce gouvernement. Nous espérons sincèrement que les initiatives du nouveau Gouvernement, visant à consolider la paix, la sécurité, la stabilité et le développement en Afghanistan, seront couronnées de succès et que sa difficile mission portera ses fruits.

Mon gouvernement est profondément préoccupé par la poursuite et l'intensification de la violence en Afghanistan, et condamne fermement toutes les attaques violentes lancées par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes contre des innocents et l'infrastructure afghane. Hélas, au cours de ces dernières années, la présence de troupes étrangères et les activités des groupes terroristes et extrémistes violents ont créé un cercle vicieux, avec des conséquences terribles pour le peuple afghan. Ces groupes ont tiré prétexte de la présence de troupes étrangères pour justifier et élargir leurs opérations et pour attirer des ressources humaines et financières. Nous espérons qu'avec la présence extrêmement réduite de troupes étrangères en Afghanistan, la situation dans ce pays pourra revenir rapidement à la normale. Dans le même temps, nous condamnons toute coopération ou encouragement de ces groupes, car cela les conforte dans leur odieux comportement, prolonge les souffrances du peuple Afghan et va à l'encontre du but recherché, à savoir le rétablissement de la paix en Afghanistan et dans la région.

S'agissant de l'importante question des arrangements de sécurité au-delà de 2014, nous pensons que toute activité destinée à renforcer les capacités du secteur de la sécurité ou à appuyer les Forces nationales de sécurité afghanes, y compris la mission « Soutien résolu », doit être menée avec le libre consentement du Gouvernement afghan et en consultation constante avec lui. Il s'agit d'une importante condition préalable pour prouver le ferme engagement de la communauté internationale à respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan. Dans le même temps, nous tenons à souligner que la coopération régionale est un moyen efficace de promouvoir la sécurité et le développement en Afghanistan. Les progrès durables dans les domaines de la sécurité et du développement se renforcent mutuellement. L'instauration de la paix et de la sécurité reste essentielle pour la reconstruction, pour les activités de secours humanitaires et pour le développement durable. C'est en considération de ces données que l'Iran a joué un important rôle dans la restructuration de l'Afghanistan et qu'il est prêt à maintenir ce rôle à l'avenir, en coopération avec le nouveau Gouvernement. Nous sommes prêts à élargir notre coopération bilatérale, particulièrement sur les

questions touchant à la sécurité et à la lutte contre le trafic de drogues, ainsi qu'en matière de développement de projets et de coopération économiques dans les secteurs de l'infrastructure et de l'agriculture, ainsi que s'agissant de trouver une solution durable pour les réfugiés afghans.

Il existe de nombreuses possibilités d'améliorer les relations, particulièrement dans les secteurs du commerce et du transit. Par exemple, l'achèvement du projet de chemin de fer entre Herat et Khaf City, en Iran, serait un important pas en avant. Nous avons aussi offert de mettre à la disposition de l'Afghanistan nos installations au port de Chah Bahar, ce qui pourrait s'avérer très utile pour ce pays sans littoral. Nous attendons que la dernière main soit apportée à l'accord tripartite entre l'Inde, l'Afghanistan et l'Iran à cet égard. Nous soutenons toute initiative régionale visant à examiner les possibilités régionales de contribuer au bien-être, à la stabilité et au développement de l'Afghanistan et du reste de la région.

En ce qui concerne les efforts de lutte contre les stupéfiants, nous sommes particulièrement préoccupés par les informations selon lesquelles la culture du pavot à opium en Afghanistan a presque doublé depuis 2012. Cette situation constitue une véritable menace pour la région et au-delà et doit être prise en compte par la communauté internationale et le Gouvernement afghan. À cet égard, la communauté internationale doit apporter son appui, notamment, à l'Initiative triangulaire sur la coopération en matière de lutte contre les stupéfiants entre l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, qui est essentielle non seulement pour renforcer la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, mais aussi pour apaiser les graves préoccupations des États voisins et des pays de transit et de destination.

Nous appuyons la MANUA et les organismes des Nations Unies dans les efforts qu'ils déploient pour fournir une aide au développement et une assistance à la reconstruction du pays par le biais d'un solide engagement régional sur des questions comme la sécurité des frontières, l'immigration, le retour des réfugiés et les mesures de lutte contre les stupéfiants. Le rôle de la MANUA doit être encore renforcé à la lumière de l'évolution de la situation en Afghanistan. Le rôle futur de l'ONU en Afghanistan ne peut que grandir étant donné les défis multidimensionnels et plus complexes qui se posent.

Pour finir, le Gouvernement de la République islamique d'Iran réaffirme une fois encore son soutien continu à la promotion de la sécurité, de la stabilité et du développement durable et complet de l'Afghanistan et offre son appui le plus chaleureux au nouveau Gouvernement afghan.

Le Président : Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur la liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 30.